

La Lutte de Classes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

8, Bd de Vaugirard
PARIS (15^e)

FEVRIER 1929

2^e Année
N° 8.

L'EXIL DE LÉON TROTSKY

APPEL AUX TRAVAILLEURS !

Lettre sur la situation politique en URSS,
par Léon TROTSKY

La vérité sur la Russie : NOTES sur l'état
présent de l'économie soviétique,
par Paul SIZOFF

Le programme de l'opposition russe, l'exil
de Trotsky et la presse.

Interview de Panaït ISTRATI sur l'URSS.

Bolchevisme et Social-démocratie
par A. ARIAT

Où va le Parti Communiste Français ?
(A propos de la discussion), par... XXX

L'ELECTION DE PUTEAUX

LES LIVRES : Une époque du mouvement
ouvrier anglais, de ROTHSTEIN. —
Lettres sur l'Angleterre, de K. MARX.

LA VIE DE LA REVUE, etc...



PRIX DE CE NUMERO 3 fr. 50

APPEL AUX TRAVAILLEURS!

Paris, le 10 février 1929.

TRAVAILLEURS !

Depuis plus d'une année, les meilleurs d'entre les chefs de la Révolution d'Octobre 1917, des centaines d'ouvriers artisans de la victoire prolétarienne, sont éloignés du parti bolchevik, exilés, déportés, emprisonnés ou réduits au chômage. Cette élite révolutionnaire a été arrachée au travail, réduite au silence par l'arbitraire de la police, sans jugement, sans publicité autre que celle que leur assurait l'indignation du prolétariat international.

Ces ouvriers emprisonnés, ces chefs bannis, mettaient leurs forces dans la volonté de poursuivre le cours de la Révolution. Ils comprenaient les difficultés de l'heure, ils voulaient, ils veulent toujours assurer l'avenir de l'œuvre entreprise, sans la livrer par parcelles, sous le masque hypocrite du progrès, à la bourgeoisie internationale. Ils luttaient pour éviter les périlleux cahots et l'incohérence où se débat actuellement la République soviétique.

Ils ont signalé la politique intérieure néfaste du parti bolchevik, le manque de vitalité propre de la classe ouvrière dans les soviets et dans les syndicats, les brutalités, puis les concessions faites sans suite aux paysans. Ils ont combattu pour le développement plus large de l'industrie d'Etat et l'amélioration plus rapide du sort des prolétaires, pour la saine discussion dans le parti communiste; ils se sont opposés à l'arbitraire de la police et de la bureaucratie; ils ont lutté contre les profiteurs de la révolution faite par les masses travailleuses. Ils ont appelé ces masses et son parti à reprendre directement en main le sort de la révolution dont les dépouille peu à peu la clique des dirigeants bureaucrates et les techniciens bourgeois. Ils ont réclamé le maintien de la constitution soviétique, qui n'est plus mise en vigueur aujourd'hui, car en fait la dictature d'une caste remplace la dictature de la classe ouvrière, et par le canal des soviets, des syndicats ou du parti communiste, c'est seulement la voix du bureau politique du parti communiste qui l'exprime.

Jamais ils n'ont faibli dans leurs opinions. Par centaines, ils ont supporté les duretés de l'exil, les rigueurs de la prison et du cachot. Ils n'ont pas perdu la confiance des masses ouvrières dont ils symbolisent la situation pénible et les exigences.

Hier le bureau politique du parti bolchevik s'acharnait sur nos camarades de l'opposition emprisonnés ou déportés, aggravant leur situation par des mesures vexatoires et des brimades, répondant par l'exclusion et les calomnies aux protestations qui se faisaient entendre dans notre Internationale. Aujourd'hui, ces dirigeants dépassent toute mesure : aux appels, à l'impatience des travailleurs, ils répondent par des menaces violentes et une provocation insensée. Perdant tout sang-froid, agissant pour le compte des fonctionnaires et des jeunes bourgeois soviétiques, véritables fossoyeurs de la révolution naguère conduite par cette élite aujourd'hui réduite au silence, ils déclarent hors la loi ces hommes pour qui le dévouement à la cause du prolétariat révolutionnaire est la seule loi.

L'exil, les emprisonnements individuels ne suffisent plus. Ce sont des arrestations en masses, des convois incessants de déportés, des assassinats. C'est une guerre déclarée à tous les révolutionnaires qui ne sauraient se satisfaire de l'arbitraire policier ni de la dictature pernicieuse des bureaucrates. Dans le courant du mois de janvier, le Guépéou a arrêté plusieurs centaines de nos camarades : c'est ainsi que l'on tente de réprimer la légitime effervescence des ouvriers.

Aujourd'hui le bureau politique du parti communiste russe a réalisé un acte criminel qui atteint la Révolution russe tout entière et la totalité de l'Internationale communiste asservie : C'est l'exil de Léon Trotsky hors des frontières de l'Union soviétique. On piétine les principes fondamentaux de la dictature prolétarienne, on méprise l'opinion ouvrière, on négocie avec la bourgeoisie internationale l'expulsion du militant qui symbolise aux yeux du prolétariat international, aux côtés de Lénine, la révolution victorieuse. Ce qu'on n'a pu obtenir par les violences et les menaces, on espère l'atteindre par la calomnie.

Que savez-vous de ces faits ?

L'Humanité et toute la presse communiste internationale, obéissant au mot d'ordre reçu, se tait ou dénature les faits. De brèves nouvelles vous mettent devant les événements accomplis. L'Humanité vous ment sur l'activité de nos camarades, comme elle vous ment sur le cours de la Révolution russe. Mais vous comprendrez que l'expulsion de Léon Trotsky hors de l'Union soviétique signifie la volonté de Staline d'étouffer

le mouvement révolutionnaire en U.R.S.S., de l'abandonner dans le monde entier à une lamentable stagnation.

Camarades !

Protestez contre de pareilles décisions ! N'acceptez pas qu'une presse sans scrupule vous mente selon les intérêts des fonctionnaires qu'elle abrite. Dans le parti comme dans les syndicats, exigez la vérité des militants responsables ! Détruisez les légendes, repoussez les calomnies, contrôlez les faits !

Dressez-vous contre le régime de soumission et de corruption qui règne dans l'U.R.S.S., sur la politique incohérente menée dans les campagnes, sur le régime des industries privées, des concessions, sur l'état du contrôle ouvrier, sur les interventions policières dans le parti communiste et dans les usines. Exigez pour Léon Trotsky et tous les militants de l'opposition le droit de lutter pour l'avenir de la dictature prolétarienne dans le pays même où ils ont tant contribué à l'établir. Comprenez que derrière une mesure qui vise un homme se cache tout un programme de lâcheté et de défection, une régression véritable du communisme international.

Travailleurs ! Reconnaissez vos véritables défenseurs. Ne laissez pas atteindre le plus valeureux d'entre eux. Lutte contre les corrupteurs et les hommes aveugles qui dirigent votre parti communiste, en exigeant la véritable application du centralisme démocratique, la documentation fidèle et la critique au lieu des injures et des mensonges.

Car demain des combats plus âpres que ceux du passé vous attendent. La bourgeoisie, pesant toujours plus fort sur le sort de l'U.R.S.S., réclame d'elle peu à peu des concessions économiques et politiques qui asserviront à nouveau ses travailleurs. Dans le monde entier elle renforce sa dictature, elle presse la classe ouvrière désunie, et l'Internationale communiste accumule les fautes. Ce sont les mêmes hommes qui trahissent le mouvement et la pensée communiste en U.R.S.S. et ici; ce sont les mêmes responsables qui emprisonnent ou chassent les éléments les plus conscients du parti bolchevik, et qui désorganisent ici la classe ouvrière, combinant le sectarisme et la démagogie républicaine, substituant les vociférations aux arguments. Travailleurs, par votre action vous empêcherez que ce ballet d'opéra n'achève de ruiner le mouvement révolutionnaire jusqu'au moment où la bourgeoisie, définitivement rassurée, se vengera brutalement de ses défaites passées.

Exigez dans vos organisations de classe la liberté pour tous les communistes de défendre la Révolution en danger !

Exigez dans ces organisations la véritable dé-

mocratie qui, par le jeu de la critique, traduira les aspirations révolutionnaires du prolétariat en lui donnant la force de vaincre ;

Vive la Révolution russe !

Vive le Communisme International !

NOTRE AFFICHE

Le Cercle Communiste Marx-et-Lénine s'est adressé au prolétariat parisien, en lançant un appel en faveur de nos camarades de l'Opposition russe, et en particulier de Léon Trotsky. Nous reproduisons ci-dessous le texte de cette affiche.

Un crime !

Léon Trotsky déporté en Turquie : voilà ce qu'il faut apprendre dans la douzième année de la Révolution russe !

Ne pouvant le corrompre, veut-on l'assassiner ?

Toutes les alarmes sont légitimes quand des gouvernements désemparés cherchent une diversion et redoutent la critique révolutionnaire.

La dictature du prolétariat, en Russie, est devenue la dictature d'une camarilla.

Des milliers de communistes sont emprisonnés ou déportés en Sibérie : les plus courageux, les mieux éprouvés, les plus sûrs.

Et Trotsky est exilé en Turquie !

La classe ouvrière russe demande du pain, du travail, des libertés et le progrès vers le socialisme. Staline lui vaut le chômage, la censure, la répression et une marche au socialisme à rebours.

Il n'y a plus de Soviets dans la République des Soviets !

La Déclaration des Droits du peuple travailleur, la Constitution soviétique sont foulées aux pieds.

Les ouvriers français se tairont-ils quand leurs frères de Russie sont accablés sous une poigne policière et despotique ?

Laisseront-ils le crime se perpétuer ?

Les menteurs salariés de l'Humanité pourront-ils impunément bourrer le crâne des travailleurs ?

Honte au prolétariat qui se tairait !

Protestez, camarades ! Elevez la voix dans vos syndicats, dans le Parti communiste, dans toutes les réunions ouvrières ! Exigez des comptes, prenez à la gorge les fonctionnaires complices !

Liberté pour Trotsky, liberté pour nos milliers de compagnons d'armes en prison et en exil !

Vive Léon Trotsky !

Vive la Constitution des Soviets !

Vive le Communisme International !

Une lettre politique de Trotsky

LA SITUATION DANS LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE EN URSS A LA FIN DE 1928

Alma-Ata, 21 octobre 1928.

Chers camarades,

Je vous écris avant le Plenum d'octobre, en tous cas avant que des renseignements s'y rapportant soient parvenus à Alma-Ata. Je ne me propose pas de vous apprendre quelque chose de nouveau. Je veux seulement rassembler certaines choses qui ont déjà été dites et donner les prémisses de l'analyse de ce Plenum imminent.

D'après ce qu'on raconte, Zinoviev prétend qu'en juillet Staline a vaincu. Du point de vue politique, c'est absurde. Le centrisme politique s'est affaibli par son compromis. Les flancs gauche et droite en ont seulement reçu une nouvelle impulsion. Mais les milieux de l'appareil ont leur logique, qui jusqu'à un certain moment ne concorde pas avec le déplacement général des forces dans le Parti (sans parler de la classe ouvrière) et qui, même, marche souvent en sens contraire.

En abandonnant sa position politique, Staline a scissionné les droitiers. Il a « détaché » d'eux, pour l'instant du moins, Kalinine et Vorochilov, qui sont de toute leur âme avec les nouveaux possédants et « l'ordre », mais qui, pour le moment, ont une peur intense de rester en tête à tête avec Rykov, Boukharine et Tomsky, en fait de « chefs ».

La situation des droitiers dans l'appareil et dans l'organisation du Parti est visiblement assez mauvaise. Après avoir cédé politiquement et s'être assuré de sa majorité, Staline attaque sur le terrain de l'organisation. Il suffit de dire que la candidature de Molotov au poste de président de fait de l'Internationale Communiste (au lieu de Boukharine) est déjà envisagée comme une chose sérieuse. Oui, oui, nous plaisantions naguère en disant que Staline installerait Mekhlis (2) comme président de l'Internationale Communiste. La plaisanterie a fait place à la réalité. On a dû remplacer Ouglanov par Kaganovitch. Contre Ouglanov, il y a déjà une affaire à la Commission Centrale de Contrôle (pour avoir incité les Jeunesses Communistes à se tourner contre Staline). On peut juger la situation réelle des droitiers par ce qu'on raconte, à Moscou, de Boukharine, qui court clandestinement chez Kamenev par « l'escalier de service », et qui lui promet de « livrer » Staline et Molotov, pour les remplacer par Kamenev et Zinoviev. C'est textuel. Certes, Kamenev accepterait bien une telle opération, mais il comprend que la promesse politique de Boukharine ne vaut pas plus cher que ses diagnostics économiques. Si la situation était bonne, le chef de l'Internationale Communiste, l'omnipotent

« Jacasse » (3), ne se mettrait pas à courir après les exclus d'hier en se retournant sur sa propre ombre.

Quel est le raisonnement de Staline? Il n'est pas difficile de le deviner : Si je me tire de mes difficultés au moyen des mesures centristes, cahin-caha, je traiterai les droitiers de fauteurs de panique, de capitulards, et je les déplacerai dans l'appareil d'un ou deux échelons plus bas. Si, au contraire, la situation vient à empirer, je prendrai le cours de droite, c'est-à-dire je désarmerai la fraction de droite après l'avoir dépouillée politiquement, je déclarerai qu'ils ont imaginé des désaccords, qu'ils font du scissionnisme et... je les logerai un échelon plus bas. Si les mesures de droite ne donnent pas de résultats, je ferai retomber la responsabilité de l'échec sur les alliés de droite, je les poursuivrai à coups de pied et j'essayerai de nouveau du cours de gauche, en lâchant un peu la bride à Zinoviev et à Kamenev, qui attendent au garde-à-vous, dans la position de l'homme qui est prêt. Comme ce sont des hommes vaincus, « apprivoisés », ils n'oseront pas marcher avec « Jacasse »... Et puis alors, on verra... Tel est le plan de Staline. Sa force est dans l'appareil. Sa faiblesse mortelle est qu'il compte sans les maîtres, c'est-à-dire sans les classes. Mais tant que les classes se taisent, le plan de Staline fonctionne.

Si les arêtes du plan de Staline sont visibles de loin, elles sont encore bien plus visibles pour les droitiers. C'est pourquoi aussi ils ont grommelé. Ils ne veulent pas se laisser liquider par petits paquets. Mais ils craignent fort, s'ils agissent, que Staline ne les exécute d'un coup.

La méthode de Staline nous est apparue encore plus clairement pendant le VI^e Congrès. Le nombre d'heures de jacasserie boukharinienne au Congrès fut en rapport inverse de son influence qui baisse de jour en jour. Premièrement, pour les bureaucrates étrangers, la politique de droite de l'U.R.S.S., c'est la mort, étant donné le gauchissement des masses et la pression de l'Opposition. Deuxièmement, l'appareil est dans les mains de Staline, et, dans l'Internationale Communiste, la religion de l'appareil n'est pas moins vive que dans le Parti communiste russe. Pendant le Congrès, Staline absent a gagné sur Boukharine les trois quarts, sinon les neuf dixièmes des bureaucrates présents. Staline n'avait pas besoin d'être là; il n'avait pas besoin de dire quoi que ce soit; le mécanisme automatique du pouvoir agissait pour lui.

Les droitiers, bon gré mal gré, sont obligés de se fourrer dans l'eau froide, c'est-à-dire d'essayer de vider leur querelle avec Staline par delà l'appareil. Ainsi s'explique l'apparition de l'article de Boukharine « Remarques d'un économis-

(2) Mekhlis est l'ancien secrétaire particulier de Staline.

(3) Boukharine.

te ». C'est le courage du désespoir. Il se peut que Rykov et Tomsky aient poussé Boukharine (il faudra reparler de cet article). Cet article n'est pas seulement un document d'impuissance théorique, il est aussi un document d'un désarroi politique extrême. Cette « intervention » ne pourra faire que du tort aux droitiers. La « véritable » aile de droite, en se décidant à vider pour de bon sa querelle derrière la clôture du poulailler bureaucratique, aurait dû brailler : « Propriétaires nouveaux, unissez-vous, sinon les socialistes vont vous détrousser. » De tels appels ont déjà eu lieu dans la lutte contre l'Opposition, mais ils avaient un caractère lâche et équivoque. Or les droitiers, pour s'opposer au centre sérieusement, auraient dû brailler pour de bon, à pleins poumons, c'est-à-dire sur un ton ultra réactionnaire, sur un ton de Thermidor. Mais, pour cela, Boukharine manque encore d'estomac. Il a mis le pied dans l'eau froide, mais il a peur d'y entrer. Il reste immobile et tremble... de courage. Derrière, Rykov et Tomsky regardent ce qui va se passer, prêts à tout moment à s'enfoncer dans les buissons. Telle est la disposition des principaux acteurs sur la scène bureaucratique !

On peut dire que tout cela, au fond, n'a pas d'importance. Ce ne serait pas juste. Certes, si les classes parlaient à haute voix, si le prolétariat passait à l'offensive politique, la disposition des acteurs de l'appareil perdrait les neuf dixièmes de son importance, et, en outre, se modifierait fortement dans un sens ou dans l'autre. Mais nous traversons une époque, qui n'est pas encore achevée, d'omnipotence de l'appareil, tandis que s'accroît dans le pays la dualité de pouvoir. Et Staline et Rykov, et Boukharine, c'est le gouvernement. Or, le gouvernement ne joue pas un rôle sans importance. Il est donc nécessaire de considérer attentivement la disposition des acteurs bureaucratiques, non seulement en se plaçant au point de vue de l'appareil, mais au point de vue de classe.

**

Comment le danger de droite peut-il se réaliser « pour de bon » ? Cette question a une grande importance. Le caractère particulier de la situation est que l'aile droite a ses masses principalement en dehors du Parti. Etant dans l'appareil plus faible que les centristes, l'aile droite, à la différence de ces derniers, dispose d'une solide base dans le pays. Or, comment la force du danger de droite peut-elle se réaliser pratiquement ? Autrement dit : comment les nouveaux possédants peuvent-ils arriver au pouvoir ?

Ce qu'il y a de rassurant, au premier coup d'œil, c'est que les partis politiques des classes possédantes sont brutalement écrasés, que les nouveaux possédants sont politiquement dispersés, que l'aile droite, à l'intérieur du Parti, par crainte du noyau prolétarien, et liée par un passé récent, ne se résout pas à s'appuyer ouvertement sur les nouveaux possédants. Certes, ce sont là des avantages qu'hier nous a légués. Mais ce ne sont nullement des garanties absolues. La somme de conditions nécessaires à la réalisation d'un Thermidor peut se former dans un délai relativement court.

Il nous est arrivé plusieurs fois d'indiquer que, dans le passé, la contre-révolution bourgeoise victorieuse avait dû prendre la forme du fascisme

ou du bonapartisme, et nullement la forme de la démocratie bourgeoise dont rêvent les étourneaux mencheviks. Jusqu'à présent, Kamenev ne le comprend pas. Dans sa dernière « conversation » avec nos camarades de tendance, il décrivait la situation dans le pays comme si, dans quelque temps, « Kerensky devait se montrer à la porte ». Ce sont des niaiseries. Si l'on veut évoquer Kerensky, il est plus juste de dire que, maintenant précisément sous le régime de la droite et du centre, le pays passe par un « kerenskysme » à rebours.

La fonction historique du kerenskysme consistait en ce que, derrière son dos, le pouvoir passait de la bourgeoisie au prolétariat. Le rôle historique du stanilisme consiste en ce que, derrière son dos, le pouvoir roule ou glisse du prolétariat à la bourgeoisie. En somme, la direction post-léniniste déroule le film d'Octobre dans le sens inverse ; le stanilisme est un kerenskysme de gauche à droite. Dans le pays bouleversé par une immense révolution, l'ordre bourgeois ne pourrait, en aucun cas, prendre la forme démocratique. Pour la victoire et pour la défense de la victoire, la bourgeoisie aurait besoin d'une concentration supérieure, purement militaire, du pouvoir s'élevant « au-dessus des classes ». En l'occurrence, le point d'appui immédiat de ce pouvoir serait le nouveau possédant qui apparaît en Russie, le koulak. Voilà le bonapartisme ! Thermidor n'est qu'une étape sur la voie du bonapartisme. Cette étape ne doit nullement s'accomplir infailliblement jusqu'au bout. La contre-révolution peut « sauter » tel ou tel échelon.

Dans le coup d'Etat thermidorien et dans le coup d'Etat bonapartiste, un immense rôle (dans le second cas, un rôle décisif) est joué par l'armée. Sous cet angle, il faut considérer avec la plus grande attention les processus qui s'y opèrent.

N'oublions pas que dans le rapport de juillet à l'assemblée des militants de Moscou, le triste chef de la droite (4), se référant à son ami Klim (5), disait : « Si vous recourez encore une fois aux mesures extrêmes, l'armée répondra par l'insurrection. » C'est une sentence qui en dit long, moitié prédiction, moitié menace. Peut-être même la menace y entre-t-elle pour les trois-quarts. Or, qui donc menace ? Les nouveaux possédants, par l'intermédiaire de Klim. Et voici un candidat au rôle de Bonaparte : Klim. Il serait puéril d'objecter que le Bonaparte en question est par trop terne. Il y a des Bonaparte de calibres différents : rappelons qu'il y eut non seulement le premier, mais qu'il y eut aussi le troisième, personnage tout à fait folot. Lorsque les classes possédantes en éprouvent le besoin, elles font, selon l'expression de Staline, « des princes avec de la boue ». Certes, les événements peuvent évoluer de telle façon, que Klim (un des nombreux Klim) puisse se muer en « prince » Bonaparte de troisième choix, ce qui ne l'empêchera pas d'étrangler la Révolution. On dit bien que Klim a passé de l'Opposition de droite à la position centre droit et qu'il soutient le « chef » (6). Mais ces combinaisons qui s'opèrent dans les hautes sphères sont

(4) Rykov.

(5) Klim est le prénom de Vorochilov.

(6) Staline.

de celles qui se forment et se démolissent en vingt-quatre heures sous l'effet des poussées extérieures. Mais il ne s'agit pas de Kilm ; si ce n'est pas lui, ce sera Boudiény. On ne manquera pas de Bonapartes. Le « chef » dit : « Ces cadres, on ne peut les dissoudre que par la guerre civile » ; Kilm ajoute : « Si vous, ouvriers, vous montrez trop turbulents, rappelez-vous que j'ai derrière moi une force sérieuse. » Dans les deux cas, bonapartisme. Dans le premier cas, c'est l'appareil d'Etat et du Parti qui parle et qui se place au-dessus de tous, et dans le nombre, au-dessus de l'armée. Dans le second cas, c'est l'appareil de l'armée qui parle, et, demain, il peut éprouver le besoin de mettre « les civils à leur place ».

La victoire, sans effusion de sang, de l'appareil du Parti, sur la droite, ne ferait pas disparaître la perspective thermidorienne bonapartiste, elle la modifierait et la retarderait seulement. La victoire personnelle des centristes — sans l'Opposition, sans les masses — ne peut être obtenue que par une pression ultérieure, un resserrement des bases du centrisme dans les masses, une conjonction de la fraction centriste avec les appareils de répression gouvernementale, en définitive, avec l'appareil de commandement de l'armée, où la vie du Parti s'est depuis longtemps éteinte, pour autant que, d'une façon générale, on n'y autorise pas d'autres opinions que celles qu'on ordonne à Boubnov de répandre. Résultera-t-il de cette « conjonction » que le « chef » enfourchera le cheval blanc, ou qu'il se trouvera sous le cheval de Kilm ? C'est là, du point de vue de classe, une question sans grande importance.

Ainsi, nous en arrivons à la conclusion que la « victoire » de la droite conduirait directement, et la « victoire » des centristes par des zigzags, sur la voie thermidorienne-bonapartiste. Dans ce cas, y a-t-il entre eux une différence ? En dernier ressort historique, il n'y en a pas. Le centrisme ne représente, après tout, qu'une variété de tendance conciliatrice (en l'occurrence, avec les possédants, avec la société bourgeoise qui s'efforce de renaître). Mais ce n'est qu'en dernier ressort historique. Dans la présente étape, les centristes reflètent dans une mesure beaucoup plus grande les larges couches de « parvenus » de la classe ouvrière, tandis que les racines de la droite s'enfoncent surtout dans la nouvelle propriété rurale. Ignorer la lutte qu'ils se livrent entre eux, serait une lourde faute.

Les centristes ne veulent pas rompre ouvertement avec les ouvriers, ils en ont beaucoup plus peur que les droitiers qui, eux, ne veulent pas offenser les possédants. Quelque embrouillées que soient les affaires du Parti, quelles que soient les « complications » qu'apportent au tableau les questions personnelles (Staline, Boukharine, Rykov, Tomsky), c'est précisément ce rapport entre les couches supérieures de la classe ouvrière et les nouveaux possédants qui se trouve à la base des groupes de l'appareil. Il importe de les distinguer pour suivre les étapes de leur lutte, comprendre leur sens et leurs limites. Leur lutte n'a pas une importance en soi, mais, pour autant qu'elle existe, elle détend le cercle bureaucratique, met à jour ce qui est secret, oblige les masses à penser, élargit le champ de leur activité.

Le Plenum de juillet a été la principale étape du glissement des centristes. Mais il serait ab-

surde de croire que c'est la dernière étape de lutte, que les centristes ont capitulé définitivement et que plus loin commence le « monolithisme » de droite. Non, sous la pression des contradictions, la lutte rejaillira forcément, et jouera dans l'histoire du Parti et de la Révolution un rôle qui aura son importance.

Cependant, il n'en découle nullement que les centristes, dans leur lutte contre les droitiers, voudront s'appuyer sur l'Opposition. Sur les transfuges de l'Opposition, oui, sur l'Opposition, jamais. Les centristes craignent plus l'Opposition que les droitiers. Les centristes combattent les droitiers, volent leur programme (comme « Jaccasse » s'en plaint à droite et à gauche). Dire que le bloc avec telle ou telle fraction des centristes actuels est à jamais impossible sous n'importe quelles conditions, serait d'un doctrinarisme ridicule. Beaucoup des centristes actuels iront encore à gauche. Si, en 1924, on nous avait dit que nous serions dans un bloc avec les zinoviévistes, il s'en serait trouvé bien peu pour y croire. Mais il est arrivé que la lutte des centristes de Léninegrad contre l'offensive koulak les a amenés à faire bloc avec nous et à adopter notre plateforme. De tels zigzags ne sont pas exclus non plus pour les centristes dirigeants d'aujourd'hui, si le régime de classe les oblige à se séparer ouvertement et formellement des droitiers, et si les événements, comme cela doit être, les prennent à la gorge. De telles possibilités historiques ne sont pas exclues. Elles peuvent être une étape sur la voie qui mène au développement ultérieur, et à l'affermissement de la ligne bolcheviste, comme notre bloc avec les zinoviévistes en a été une. Mais il faudrait avoir perdu complètement la tête pour mettre le cap sur le bloc avec les centristes actuels, tels qu'ils sont aujourd'hui, au lieu d'opposer systématiquement, irréductiblement, impitoyablement, le noyau prolétarien du Parti aux centristes. En définitive, à ces deux tendances se réduisent les désaccords entre l'écrasante majorité de l'Opposition et sa petite minorité qui « rêve » que ce serait si bien si on formait un bon bloc avec les centristes ravisés, et si l'on économisait les secousses et les dangers de l'évolution du Parti et de l'Etat... Hélas ! la riche expérience du passé montre que cette voie pseudo-économique coûterait plus cher que tout, et ceux qui font appel pour qu'on s'y engage, glissent au centrisme. On ne peut utiliser la petite querelle bureaucratique des centristes avec les droitiers comme point de départ d'une réforme radicale du Parti, que moyennant l'intervention décisive des masses. Organiser dans l'esprit bolchevik cette intervention, l'Opposition seule le peut, car elle est politiquement complètement indépendante des droitiers comme des centristes, et, grâce à son indépendance, elle est apte à exploiter toutes les étapes de la lutte qu'ils se livrent.

Quelques mots à ce propos sur les réflexions et les conseils de notre « nouvel » ami Kamenev (au cours de la conversation déjà mentionnée). Il trouve, voyez-vous, que « L. D. (7) devrait maintenant rédiger un document dans lequel il dirait : « Appelez-nous donc, nous travaillerons ensemble. » Mais L. D. est un homme obstiné... » et ainsi de suite... Kamenev n'est tout de même pas

(7) L. D. : Lev Davidovitch : Trotsky.

naïf à ce point, et, bien entendu, il ne croit pas lui-même à ce qu'il dit. Il sait parfaitement qu'une telle déclaration ne changerait nullement la situation juridique de l'Opposition et ne ferait que lui porter un coup politique en l'abaissant au niveau des zinovévistes. Ces derniers ont reçu une demi-amnistie méprisante, qui les condamne au néant politique, uniquement parce qu'ils se sont séparés de nous. Kamenev le sait parfaitement. Ses propos et ses manœuvres ont pour unique but de faire peur à Staline, qui traite ses futurs « alliés » avec trop de dédain.

Kamenev veut se donner du prix, pour, à l'occasion, nous trahir de nouveau, mais, cette fois, à des conditions plus favorables pour lui. Seuls des soins incurables pourraient en fin de compte se laisser prendre à son racolage.

À ce sujet, il n'y aura pas dans nos milieux deux opinions. Ce qu'il y a de particulièrement intéressant, ce sont les regrets de Kamenev à propos de mes attaques « après » et « fréquentes » contre son esprit de capitulation. « Il faut travailler ensemble... « Que celui qui évoque le passé se coupe la langue »... « Il est regrettable que la rupture ait eu lieu. La vie a confirmé toutes les thèses de l'Opposition. »

Kamenev a une belle voix. Ce qu'il chante, aussi hardiment, sans crainte de Yaroslavsky, montre le relâchement du cercle de l'appareil et l'augmentation des chances de l'Opposition. Cela, nous l'inscrivons à notre actif. Mais il n'y a qu'une conclusion à en tirer : il faut taper sur les capitulaires à coups redoublés, triplés, décuplés.

**

L'intervention des masses dans la querelle est, avant tout, une question de mobilisation des ouvriers sur toutes les questions de la vie intérieure et extérieure, en commençant par les plus simples et les plus urgentes.

Il arrive que certaines lettres signalent, chez nous, une soi-disant absence de plateforme sur la « question ouvrière » :

Qu'est-ce que cela signifie ? Que notre plateforme a vieilli ? Or, la partie « ouvrière » de notre plateforme a été travaillée de la façon la plus détaillée et la plus concrète. Beaucoup de camarades, semble-t-il, ont oublié la plateforme, ne la consultent pas, n'y cherchent pas des indications et c'est pourquoi ils réclament de nouveaux documents. Il faut rétablir la continuité : chaque intervention faite par un bolchévik-léniniste doit découler de la plateforme ; dans la mesure du possible, elle sera appuyée d'une citation précise se rapportant à la question donnée. Les thèses sur n'importe quelle question à l'ordre du jour, importante ou minime, devront commencer par une citation de la plateforme. Ce document s'appuie sur une très grande expérience collective. D'autre part, toutes les définitions ont été longuement mûries et approfondies. La campagne sur toutes les questions, en se plaçant sur le terrain de la plateforme, aura une immense influence au point de vue discipline, surtout en ce qui concerne les jeunes.

Il va sans dire que la plateforme peut renfermer des lacunes, des thèses périmées, ou des erreurs de détail, qui demandent des modifications, des rectifications et des adjonctions. Mais on doit clairement et exactement, en se basant sur la plateforme, formuler les adjonctions ou les rectifications qu'on y apporte.

L'application de la plateforme à chaque étape donnée et à chaque question concrète, comme, par exemple, la campagne pour le renouvellement des contrats collectifs, offre ses propres difficultés qui ne peuvent être résolues qu'avec le concours de nos camarades de tendance travaillant dans les usines. Notre directive principale, le critérium déterminant dans ce domaine, doit être l'augmentation de salaires. Quant à l'ampleur de cette augmentation, nous la discuterons avec les camarades qui dirigent les entreprises intéressées, avec les organes soviétiques, et les organisations du Parti et des syndicats. La grève, comme l'indique la résolution du XI^e Congrès du Parti, est un moyen extrême, mais il n'est ni efficace, ni antisoviétique, ni dirigé contre le Parti. Participer à une grève, voire la diriger, peut être un devoir pour un bolchévik-léniniste, si toutes les autres possibilités ont été tentées pour faire aboutir les légitimes, c'est-à-dire effectivement réalisables, aspirations des masses. Le degré de possibilité, de réussite, peut être déterminé, comme il a déjà été dit, par des pourparlers au cours desquels les ouvriers écoutent toutes les explications et examinent sérieusement les livres. Qui donc doit mener les pourparlers ? Cela dépend du degré de mécontentement des masses et de la vigueur de leur pression. Dans les cas propices, les bolchéviks-léninistes pourront envisager l'élection de commissions spéciales, de délégations, etc., pour mener les pourparlers avec le Comité de province du Soviet et le Comité de province du Parti, pour se mettre en rapport avec la rédaction des journaux. L'état d'esprit des ouvriers est tel qu'il exige de nous la plus grande résolution et la plus grande activité. Or, nous sommes les seuls qui pouvons canaliser, dans le sens des Soviets et du Parti, le mécontentement qui s'accumule. La passivité actuelle de la masse, qui est le résultat de plusieurs facteurs, traduit, notamment, une phase d'hésitation et d'indécision de la masse elle-même, à un moment où nombreux sont ceux qui ne croient plus aux vieilles méthodes mais n'en ont pas encore trouvé de nouvelles.

Cette croisée des chemins crée une situation qui, par son essence même, est instable. Une nouvelle cristallisation doit commencer dans la masse et elle peut, dans certaines conditions, s'opérer à une vitesse vertigineuse. Autour de quel axe ? Autour de l'axe bureaucratique ? Elle ne se fera pas autour de cet axe. Si nous ne devenons pas l'axe de la cristallisation, ce sont les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes, qui le deviendront, et cela signifierait que la Révolution d'Octobre court définitivement à l'abîme. Seuls les bolchéviks-léninistes peuvent en préserver la Révolution, en allant hardiment au-devant de la masse, et en renversant, partout où c'est nécessaire, les défenses disposées par les bureaucraties.

Mais aller au-devant de la masse ne signifie pas se mettre à la tête des mouvements désordonnés auxquels tendent les « décistes », qui, ou bien se casseront le cou sur une politique d'aventure, ce qui ne serait qu'un demi-malheur, ou bien aideront accidentellement l'ennemi à tordre le cou à la Révolution, ce qui est beaucoup plus grave. La politique des cinq dernières années a fait renaître et a engendré de nouveau l'esprit de propriété, en partie amorphe, en partie caractérisé, dans les masses ouvrières. Il faut mobiliser l'ac-

tivité de la masse, de façon à ce que la différenciation s'y opère constamment dans le sens de classe. Contre les propos antisoviétiques particulièrement clairs, intentionnés, malveillants, nous devons réagir avec beaucoup plus d'attention et de vigueur que l'appareil. A chaque nouvelle explosion de mécontentement, nous devons, les premiers, démasquer les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes, qui chercheraient à nous emboîter le pas. Contre ces tentatives des agents de la bourgeoisie, nous pouvons et nous devons réagir par des manifestes adressés directement aux ouvriers.

On peut être sûr qu'au fur et à mesure que grandira l'activité des masses et se développera notre influence, les tentatives des éléments qui nous sont socialement hostiles de se coller à nous, voire de prendre notre étiquette, se feront de plus en plus fréquentes. Il faut être mis en garde et démasquer ces éléments, autant que possible, publiquement et ouvertement. Il faut que les flancs et l'arrière soient pour nous délimités par une ligne claire, afin que la masse sache où nous sommes et où nous ne sommes pas.

Cela concerne notamment les « décistes ». Vous vous souvenez que, parmi nous, il y avait certains camarades qui abordaient la question des décistes d'un point de vue sentimental. Certains même ne voulaient pas voir la différence des lignes politiques.

Il est intéressant de remarquer que, précisément, les camarades qui, hier encore, proposaient une fusion complète avec les « décistes », se trouvent aujourd'hui sur le flanc conciliateur et font feu des quatre fers contre le « décisme » dans nos propres rangs; il arrive fréquemment que, par « décisme » on entend notre propre ligne de principe...

Quelle tristesse que l'on puisse éprouver à dépenser du temps pour des questions secondaires, on n'en doit pas moins s'occuper des « décistes », ne fût-ce que pour mettre en lumière l'esprit de club et le caractère parasitaire de leur politique et l'« aventurisme » qu'elle porte en elle. Du fait que les « chefs » des « décistes », que de temps à autre nous avons laissés livrés à eux-mêmes (et nous avons eu raison), ont bavardé à n'en plus finir, il nous ont donné des armes sévères contre eux. Avec leurs propres documents, notamment avec les lettres de W. Smirnov, nous leur enlèverons leurs meilleurs éléments. Il ne faut pas négliger la plus petite plaie, sinon la gangrène peut menacer tout l'organisme. Nous leur enlèverons les ouvriers, d'une part par une politique hardie et résolue dans les questions essentielles, d'autre part par une campagne d'explications.

* *

Tous les matériaux que nous avons reçus, montrent que le mot d'ordre du vote secret dans le Parti et dans les Syndicats, peut et doit être mis en avant. L'autocritique a dégénéré dans une large mesure en comédie et en provocation. Tout le monde s'en rend compte. Il faut, dans un mot d'ordre transitoire et, pour ainsi dire, « partiel », donner une expression aux tendances des ouvriers et, en attendant, aux velléités encore limitées de se débarrasser du bâillon. — Pourquoi n'as-tu pas voté contre ? — Si ç'avait été au

scrutin secret, ç'aurait été autre chose.... Le mot d'ordre est dans l'air.

Les choses iront-elles jusqu'au vote secret, ou bien les contradictions insupportables seront-elles tranchées en « sautant » les étapes ? C'est là une question spéciale. Mais, pour la période actuelle, le mot d'ordre du vote secret dans le Parti et dans les syndicats est viable, car il fait ressortir la réalité de la pression bureaucratique, c'est-à-dire, en fait, la pression de classe sur les ouvriers au moyen de l'appareil. Le mot d'ordre du scrutin secret dans la présente étape exprime, mieux que n'importe quoi, la lutte qui commence — contre la dualité du pouvoir. Le scrutin public a été institué pour que les ennemis ne puissent pas voter contre la dictature du prolétariat. La dualité du pouvoir dans le pays a fait que les ouvriers n'osent pas voter pour la dictature par peur de la pression de la bourgeoisie, pression réfractée par l'appareil. Là est le nœud de la situation. L'homme de l'appareil est à la tribune et fixe les votants; ou bien la femme conseille au mari de ne pas voter. Dire, dans ces conditions, que le scrutin secret favorise la passivité et l'indécision, c'est en vérité tomber dans le doctrinarisme idéaliste. Celui qui pose ainsi la question, oppose le mot d'ordre du vote secret non pas à la véritable situation actuelle, à laquelle il reste encore à trouver une issue, mais à une certaine situation idéale où tous les ouvriers, carrément et hardiment, votent selon leur conscience.

Si l'on poussait cette thèse jusqu'au bout, il faudrait donc, dans la société capitaliste, retirer le mot d'ordre du scrutin secret — afin de développer « l'activité des masses et le courage ». En Chine on peut, évidemment, inviter le héros ouvrier au scrutin public; mais, pour cela, demain, on lui tranchera la tête. C'est pourquoi, en Chine, le mot d'ordre du vote secret (à toutes les élections) peut acquérir une importance « vitale », en tant que mot d'ordre dicté par le rapport des forces de classes. Bien que chez nous le régime social soit foncièrement différent, sa base n'en est pas moins passablement couverte d'immondices. Il est faux de prétendre que le caractère actuel de nos élections et de nos scrutins est uniquement déterminé par le degré de courage et de résolution de l'ouvrier. Non, il est déterminé dans une mesure considérable par le rapport changeant des forces de classes. Cette évolution trouve son expression objective dans l'appareil du pouvoir, dans tout son mécanisme. Ce n'est pas pour rien que Staline a dit : « Ces cadres, on ne peut les dissoudre que par la guerre civile. » Certes, il y a dans ces mots une part de fanfaronnade bureaucratique. Devant une sérieuse vague d'en bas, l'homme de l'appareil se défilerait, sans pousser les choses jusqu'à la guerre civile. De toute façon, nous devons tenter de nous engager jusqu'au bout dans la voie des réformes sous la vigoureuse pression des masses. Dans la présente étape, le mot d'ordre du vote secret pousse les masses de la passivité actuelle à l'activité. Dans toute réunion où il est question de l'autocritique, de la démocratie du Parti, etc., les bolchéviks-léninistes peuvent et doivent dire : « Pour que l'autocritique existe, il faut enlever le bâillon; laissons-nous voter selon nos convictions, sans peur d'être congédiés, c'est-à-dire au bulletin secret. » A ce moment tous les gens de l'appareil seront bridés.

Il faut commencer par le Parti et terminer par les Syndicats. Quant aux Soviets, où différentes

classes participent aux élections, il faudra poser la question en troisième lieu, après qu'on aura accumulé de l'expérience.

En ce qui concerne les perspectives générales de la lutte, intérieure et extérieure, je me bornerai, par nécessité, à des considérations des plus générales, en me réservant le droit d'y revenir prochainement afin d'examiner la question d'une façon plus concrète pour chacun des principaux pays en particulier, comme cela a été partiellement fait pour la Chine («*La Question chinoise après le VI^e Congrès*»). Une partie importante des travaux envoyés au Congrès est consacrée à la mise en lumière du lien indestructible qui existe entre notre lutte intérieure et la lutte internationale. Les théoriciens du «*décisme*» ne comprennent pas du tout ce lien, n'ont aucune ligne dans les questions internationales : ils marchent au hasard, dans un bloc purement «*aventuriste*» avec des gens qui ont complètement rompu avec le marxisme comme Korsch et Cie. Dans ses dernières productions, W. Smirnov apparaît simplement comme la caricature de gauche de Staline.

L'Europe connaît actuellement une période relativement animée de grèves. Dans un certain sens, cette vague, du point de vue économique, «*retarde*», car elle coïncide avec une situation économique manifestement aggravée. Le retard de la vague de grève est provoqué par les lourdes défaites précédentes, qui ont érasé le prolétariat, par le développement de l'influence de la social-démocratie et la politique bureaucratique passive de l'Internationale Communiste. L'aggravation ultérieure de la situation économique sur le terrain politique, en accentuant le mouvement à gauche du prolétariat. Dans les divers pays, ce mouvement s'opérera à un rythme différent. Mais, à brève échéance, une aggravation extrême de la situation politique dans les différents pays d'Europe n'est pas du tout exclue. Cela dépend beaucoup, dans une large mesure, de la profondeur, de la durée et de l'intensité de la crise qui s'avance non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis. L'Amérique surmontera sa crise aux frais de l'Europe, et, par la pression qu'elle exerce, elle peut acculer certains pays, et en premier lieu l'Allemagne, à une situation impossible.

Là encore, la perspective montre la contradiction fondamentale qui existe entre les problèmes de l'époque et le degré de maturité des Partis communistes. Le danger de laisser passer de nouvelles situations révolutionnaires n'est nullement écarté, et, même, n'a pas diminué. L'aventure de Thaelmann n'est évidemment pas un hasard. Le régime actuel est la pépinière des affaires de Smolensk sur le plan international. Et ce sont ces messieurs de Smolensk et de Hambourg qui nous condamnent et qui nous excluent ! Leur fonction est de couvrir de honte le drapeau du communisme et de perdre l'Internationale Communiste. Plus on ira, plus la mission de l'Opposition sur le plan international apparaîtra gigantesque. Il est nécessaire de tendre toutes les forces pour que, dans l'expérience de la lutte contre l'appareil officiel, des cadres véritablement bolchéviks se forment, s'élèvent et mûrissent. C'est en cela que consistera la différence fondamentale des cinq prochaines années de l'Internationale Communiste en comparaison avec les cinq dernières. Il a fallu six ans pour exhumer des caves bureaucratiques

sur l'arène mondiale les questions essentielles et les désaccords. Cela est acquis. Aucune force au monde ne retirera les problèmes posés, ceux qui leur sont opposés, et les tendances contraires. *Les cadres révolutionnaires des Partis étrangers ne peuvent se développer que sur la base de leur propre expérience. Nous n'avons pas la prétention, comme l'Exécutif de l'Internationale Communiste, de commander l'Opposition internationale. Un large et juste échange d'expérience théorique, une collaboration dans le domaine de l'analyse marxiste des processus qui s'opèrent, et une élaboration des mots d'ordre d'action, voilà par quoi il faut commencer.* Les premiers pas sérieux ont été faits à l'occasion du VI^e Congrès. Il reste à les développer, à les élargir et à les approfondir.

L'issue de notre lutte est indissolublement liée aux processus mondiaux. Mais, seuls des simples d'esprit pourront en tirer la conclusion qu'en l'occurrence peu importe la politique intérieure et, en particulier, la politique de l'Opposition dans les affaires intérieures. Nous ne promettons pas de construire le socialisme dans un seul pays. On le sait. Nous n'avons pas dit, et nous ne disons pas, que nous avons une recette miraculeuse qui fait disparaître toutes les contradictions du développement socialiste dans les conditions de l'encouragement capitaliste. Ce que nous avons, c'est une bonne orientation, une vision juste et, de ce fait, une ligne de classe juste. L'axe de notre politique intérieure consiste à maintenir réellement le pouvoir dans les mains du prolétariat, ou plus exactement, à lui rendre ce pouvoir usurpé par l'appareil et à affermir ultérieurement la dictature du prolétariat sur la base d'une amélioration systématique des conditions d'existence matérielles de la classe ouvrière. Il n'y a pas d'autres recettes, et il n'en est pas besoin.

L'Opposition a une ligne juste. La tâche consiste à faire d'elle la ligne de l'avant-garde prolétarienne. Pour cela, nous avons besoin de nous pénétrer de l'immense mission historique qui nous incombe et de nous mettre à l'œuvre avec un courage vraiment bolchévik.

Votre,

L. TROTSKY.

N. D. L. R. :

Nos lecteurs comprendront facilement l'importance de la lettre ci-dessus. Nous ne la discuterons pas maintenant. Disons seulement que pour nous, comme pour tous les communistes conscients, les lettres ou documents rédigés par Léon Trotsky ne sont pas des articles de foi : ce sont des éléments d'appréciation et des matériaux pour la critique. Nul doute, que lui-même l'entende ainsi. Un des derniers paragraphes de sa lettre, que nous avons imprimé en italique, l'indique clairement. Il ne faut pas créer une orthodoxie «*trotskyiste*» comme il y a une orthodoxie «*léniniste*». Il faut élaborer maintenant les cadres et les principes de la révolution communiste de demain, sur la base du marxisme révolutionnaire. Toute autre attitude, qui tendrait à prolonger hors de l'Internationale Communiste les méthodes et procédés néfastes qui ont contribué à sa ruine, est stérile. En tout cas il est incontestable que cette lettre fournit l'analyse la plus lumineuse des positions dans les cadres dirigeants actuellement le parti bolchévik.

Notes sur l'économie soviétique en 1928

Le but de cette étude n'est pas de faire un tableau d'ensemble de la production soviétique, tableau qui d'ailleurs a été fourni aux lecteurs de *La Lutte des Classes* dans le n° 15 de *Clarté*, relatif au X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, mais d'exposer à nos lecteurs quelques points névralgiques de l'économie soviétique. Ces points ont une grande importance. Ils permettent de sonder plus avant dans l'organisme soviétique et d'éclairer des événements sociaux qui, sans cela, seraient inintelligibles aux yeux des observateurs étrangers.

LA PRODUCTION

Le plan quinquennal de production que j'ai cité antérieurement (1) prévoyait pour l'année 1927-1928 une production industrielle totale de 7.188 millions de roubles-or. Les derniers renseignements sur cette production nous montrent qu'elle a atteint 8.926 millions de roubles-or (6.376 millions de roubles marchandises ou roubles d'avant-guerre). L'augmentation s'est faite au rythme de 23 % sur la production de l'année précédente. Celle-ci, en 1926-27, avait été de 18 % seulement. Cette différence d'allure s'explique d'abord par l'ouverture de nouvelles entreprises dont la construction avait été prévue par le Gosplan, entreprises possédant un matériel technique plus moderne que les entreprises déjà existantes, héritées pour la plupart du régime d'avant-guerre. Elle s'explique ensuite, par l'augmentation du rendement de l'ouvrier, augmentation malheureusement obtenue plus par un surmenage intensif de la main-d'œuvre, que par une rationalisation véritable des moyens de production.

En effet, le nombre d'ouvriers employés a oscillé durant l'année entre 2.082.000 et 2.270.000, contre 1.980.000 l'année précédente. Parallèlement, le rendement ou production annuelle par ouvrier est passé de 2.261 roubles marchandises en 1926-27 à 3.000 environ en 1927-28.

Si on examine le caractère de la production, on

constate que l'augmentation s'est surtout fait sentir dans les industries lourdes, contrairement aux années antérieures où elle s'était portée sur les industries de transformation. Elle est de 31 % pour les produits chimiques, 22 % pour le minerai de fer, 32 % pour les peaux brutes, 16 % pour le pétrole. La plupart de ces industries ont été rééquipées et modernisées. Elles ont bénéficié d'une grande part des bénéfices accumulés les années antérieures et des crédits à long terme de la Banque d'Etat. C'est ainsi qu'en 1927, le total des capitaux investis dans l'industrie lourde a atteint 675.100.000 roubles tchervonetz dont 237.000.000 pour la seule métallurgie et 273.000.000 pour les industries produisant des combustibles (charbon, pétrole), tandis que 242.000.000 seulement ont été investis dans l'ensemble des industries légères.

LES SALAIRES ET LES PRIX

Nous avons vu, dans le paragraphe précédent, l'augmentation inouïe du rendement ouvrier. On doit se demander s'il en est résulté une augmentation des salaires. Jusqu'en 1924-25, on avait établi comme principe que le salaire devait suivre le chiffre de la production totale. Depuis cette époque, afin d'augmenter le rendement individuel et surtout de diminuer dans la valeur totale de la production la part qui revenait à la classe ouvrière (1), on décréta la proportionnalité rigoureuse du salaire au rendement. Nous avons en France un mode équivalent de rémunération, c'est le salaire aux pièces, véritable prime au surmenage. La conséquence sociale est une épidémie croissante d'accidents. Au congrès de l'Union panrusse des Syndicats, le commissaire adjoint au travail, Ouglanov, a cité des chiffres édifiants. Avant le changement dans la rémunération, pendant le dernier trimestre de 1925, le nombre moyen des accidents était de 26 pour mille ouvriers; pendant le dernier trimestre de 1927, la moyenne

(1) Voir pour tout ce qui concerne le développement antérieur de l'économie soviétique et le sens des unités employées, le n° 15 de *Clarté*.

(1) C'est ainsi qu'un prolétaire industriel aura touché en 1927 pour son travail 50/100.000^e de la valeur de la production industrielle totale et en 1928 seulement 35/100.000^e de la production correspondante.

s'est élevée à 447 pour mille. Pour les mines, l'accroissement a été de 100 %. Sur 22.000 accidents qui ont donné lieu à une enquête, 4.000 seulement (18,3 %) étaient dus à des imprudences individuelles, 3.800 (17,6 %) au manque de dispositif de sécurité, 7.500 (34,8 %) à des conditions anormales de travail, 5.600 (25,8 %) à une mauvaise organisation du travail, c'est-à-dire que 18.000 au moins étaient dus à la mauvaise organisation de l'économie soviétique.

Depuis quelques années, la part du salaire dans le prix de revient se maintient autour de 14 %, ce qui fait un salaire de 420 roubles marchandises pour une production annuelle de 3.000 r.-m. par ouvrier.

En valeur nominale, les salaires ont monté de 10 à 15 % durant 1927-28, mais ils ont tous baissé de quelques points en valeur réelle et se maintiennent maintenant au taux de 125 % des salaires d'avant-guerre.

Tableau des salaires moyens mensuels d'un ouvrier

OUVRIER	SALAIRE NOMINAL		SALAIRE RÉEL	
	EN ROUBLES		TCHERVONETZ	
	1926-27	1927-28	1926-27	1927-28
Mécanic...	76,79	85,63	41,45	41,10
Alimentat.	62,27	70,87	36	34,37
Textile.....	49,30	59,04	26,62	26,21
Métallurg..	69,13	75,72	37,23	36,82

Ce fait est dû à la hausse générale des prix de détails. Voici les indices relatifs au mois de décembre durant les trois dernières années économiques :
1913 = 1,00.

	1926	1927	1928
Produits agricoles..	1,88	1,93	2,24
Prod. manufacturés	2,22	2,04	2,09
Indice général	2,08	2,00	2,15

(d'après le Bull. de la Banque d'Etat d'U.R.S.S.)

La disette de produits industriels, le stockage des blés et la baisse de la récolte, font hausser les prix et livrent les consommateurs à la spéculation.

Voici un tableau de même source que le précédent, qui montre parfaitement le rôle énorme de la spéculation sur le niveau des prix :

	DÉCEMBRE 1927	DÉCEMBRE 1928
Commerce privé	2,32	2,70
Commerce coopératif ..	1,83	1,88
Indice général	2,00	2,15

Ces chiffres officiels sont un véritable réquisitoire contre les menteurs de l'orthodoxie soviétique. Alors que chaque jour la presse communiste européenne claironne que le commerce privé est presque anéanti par le développement des coopératives, maîtresses du marché et des prix, on constate que ce commerce soi-disant moribond trouve des acheteurs avec des prix de 50 % supérieurs à ceux des coopératives et qu'il les fait pratiquement monter au baïsser à sa guise. Sa puissance est faite de la famine des marchandises qu'il stocke et livre au compte-gouttes. Cette famine se constate encore dans le tableau suivant, extrait d'une enquête du B.I.T. :

Consommation par tête d'habitant, comparée à 1913

PRODUITS	1913	1926-27	DIFFÉRENCE
Tissus de coton (mètres)	19,1	16,3	85,2 %
Tissus de laine (mètres)	0,86	0,50	58,9 %
Sucre (kilos) . . .	7,91	6,15	77,8 %
Poisson —	7,10	4,10	57,7 %
Sel —	10,60	10,39	98,0 %
Savon —	1,2	1,04	84,5 %
Pétrole —	6,35	5,68	89,4 %
Papier —	1,31	1,25	99,6 %

Actuellement, le régime des cartes d'alimentation est rétabli dans les grandes villes comme aux pires moments du communisme de guerre. Un autre fait est venu récemment abaisser la valeur réelle du salaire : c'est le relèvement des loyers, qui a fourni à l'état un supplément de recettes de 86 millions de roubles, grâce auquel le programme des constructions réalisé pourra augmenter de 2 % la surface allouée à chaque travailleur.

LE CHOMAGE

D'après le rapport du commissariat du travail au congrès des syndicats, voici quelle était la situation des chômeurs :

1 ^{er} OCTOBRE 1926	1 ^{er} OCTOBRE 1927	1 ^{er} OCTOBRE 1928
1.070.000	1.040.000	1.374.000

Parmi eux, au 1^{er} octobre 1928, il y avait 350.000 personnes n'ayant jamais travaillé, 200.000 ouvriers industriels, 250.000 employés, 350.000 manœuvres, 100.000 ouvriers du bâtiment et 120.000 travailleurs sans profession définie.

nie. Ces chiffres officiels n'indiquent qu'une faible partie de l'immense armée des chômeurs, de l'aveu même des officiels, les prolétaires agricoles les plus sujets au chômage, et dont le nombre oscille entre 2 et 5 millions, n'y sont pas comptés. D'autre part, dans la ville même de Moscou, sur 18.000 ouvriers embauchés récemment, 13.000 l'ont été en dehors des bourses de travail, échappant ainsi à un contrôle sérieux. Il n'est donc pas exagéré de dire que le nombre des chômeurs oscille entre deux et trois millions. La cause fondamentale du chômage réside dans l'afflux des paysans sans terre vers la ville, afflux destiné à croître encore avec la diminution des emblavures, et l'incapacité pour les 35 millions de paysans pauvres de vivre du produit de leur terre. Quant aux remèdes proposés, on ne peut en voir que dans une industrialisation capable d'absorber le surplus de main-d'œuvre avec une rapidité suffisante. 227.000 chômeurs reçurent du travail durant 1928, chiffre correspondant à l'augmentation du nombre des prolétaires industriels. 700.000 obtinrent des indemnités de chômage, se montant à une somme de 100 millions de roubles contre 142 millions qui avaient été distribués en 1927.

LE SALARIAT AGRICOLE

Un phénomène social qui a pris une importance considérable est la formation d'un prolétariat agraire de plus en plus nombreux. Dans le n° 15 de *Clarté*, j'écrivais : « Il se produit donc un phénomène de concentration des terres dans les mains des paysans moyens et riches (koulaks) ; les paysans pauvres vendent leurs terres et se prolétarisent soit en louant leur force de travail comme ouvriers agricoles, soit en exploitant des terres affermées appartenant aux classes élevées de la paysannerie. » Je ne possédais pas alors de renseignements statistiques sérieux. La revue russe *Questions du Travail*, utilisée par le B.I.T. dans sa documentation, a publié le résultat d'une enquête faite durant la campagne agricole d'août 1927. Sept millions de salariés travaillaient dans les fermes, se décomposant comme suit :

600.000 travailleurs dans les fermes soviétiques;
2.400.000 paysans prêtant leur concours à d'autres;
1.500.000 journaliers temporaires;
2.500.000 journaliers permanents.

Plus de 50 % étaient des adolescents au-dessous de 18 ans. La plupart travaillait chez des paysans moyens. 520.000 d'entre eux étaient déjà syndiqués en 1927. Leur salaire moyen, réglé par des contrats, était de 20 roubles tchervonetz par

mois pour 12 à 13 heures de travail quotidien. Cette masse humaine, très mobile et extérieure à toute organisation, perturbe par ses flux et ses reflux le marché du travail et ajoute au nombre connu des chômeurs industriels, celui mystérieux de ses prolétaires saisonniers.

LA CRISE DU BLE

L'année 1928 fut témoin d'une grande tension dans les rapports du prolétariat et de la paysannerie, tension provoquée par la politique des prix de l'industrie soviétique. Examinons les indices des prix de gros à une année d'intervalle :

	1 ^{er} DÉCEMBRE 1927	1 ^{er} DÉCEMBRE 1928
Indice général ..	1,703	1,765
Indice agricole ..	1,544	1,664
Indice industriel ..	1,879	1,872

(Fournis par la direction centrale de la statistique.)

L'écart entre les indices industriels et agricoles, concrétisés par Trotsky en 1922 sous le nom de « ciseaux », montre que la demande paysanne de marchandises n'est jamais entièrement satisfaite. Si nous les comparons à l'indice monétaire général qui fixe dans le pays la valeur d'achat du rouble tchervonetz, nous constatons que les paysans ont échangé leurs produits à un prix inférieur à leur valeur réelle. Pour un même quintal de blé, ils auront eu moins de machines et de vêtements que dans la période d'avant-guerre. L'état soviétique, abrité derrière la barrière du monopole du commerce extérieur interdisant le marché russe aux marchandises étrangères, agit involontairement comme un trust qui limiterait la production et maintiendrait des faux prix de monopole sur le marché. D'où une perte de substance au profit de l'État, au dépens de la paysannerie; perte d'autant plus sensible aux paysans que, sur les marchés locaux et libres, ils vendaient leurs produits détaillés avec un indice de 2,93. On devine les effets d'une telle situation. Les paysans refusent de livrer le blé à l'État à de tels prix et le cachent pour l'écouler à petite dose très chère à la population. La seule politique rationnelle eût été de faire baisser les prix des objets manufacturés, par une augmentation et une rationalisation véritable de la production. Mais Staline, avec les manières incohérentes d'un gendarme qui caractérisent toutes ses décisions politiques, décréta la guerre au village, la réquisition, l'envoi de détachements armés. Pour les besoins de la cause, les paysans moyens, considérés la veille comme les

piliers du régime à la campagne, furent assimilés aux koulaks, privés de droits politiques et soumis à toutes sortes de vexations qui firent éclore des attentats politiques, mais pas un seul *poud* de blé supplémentaire. Voici quelques chiffres qui permettent de juger la grande campagne de rassemblement des stocks de blé par l'Etat. (D'après le *Bulletin Economique de la Banque d'Etat* du 31 décembre 1928.)

Stockage des céréales (en milliers de tonnes)

	1	2	3	4	5	6
1928..	1359	1998	1204	225	281	361
1927..	1021	962	729	454	318	309
	7	8	9	10	11	12
1928..	89	510	1655	2193	1155	—
1927..	282	1004	1760	1305	818	784

Ce tableau montre clairement que, comparée à l'année précédente, la situation en juillet 1928 était devenue catastrophique. La politique de Staline avait fait faillite. Il n'y avait qu'à rebrousser chemin, rendre la liberté au commerce des grains. Il s'ensuivit une hausse des prix, l'indice atteignant 1,66 en décembre 1928. Une des plus importantes conséquences économiques de la crise fut la réduction des emblavures qui, de 99 millions de déciatines (1 déciatine=1.092 hl.) en 1927, tomba à 95 millions en 1928, réduction qui semble se poursuivre au cours de l'année économique 1928-29, menaçant sérieusement la balance des comptes de l'Etat et exposant même la Russie à une famine partielle. Quant à l'effet sur la production agricole générale, le tableau suivant nous en donne une idée (d'après *Les problèmes fondamentaux des chiffres de contrôle*, de Krijanowski) :

Tableau des Valeurs détaillées de la production agricole en roubles-marchandises

PRODUITS	1925-26	1926-27	1927-28
Céréales, pommes de terre, fourrages	6,412	7,037	4,015
Culture industrielle	715	673	948
Bétail	2,875	3,014	5,230
Pêches, chasses ..	1,123	1,176	375
TOTAUX	11,125	11,900	10,568

Nous avons dit plus haut que la balance des comptes de l'Etat avait été ébranlée par la crise du blé; il est facile de s'en rendre compte, puisque le blé constituait, en 1927, 30 % du total des exportations. Le tableau suivant, extrait de la *Vie Economique des Soviets*, nous le montre :

Exportations (en millions de roubles tchervonetz)

PRODUITS	1926-27		1927-28		Proportions de 1927-1928 avec 1926-27
	1000 roubles	% du total	1000 roubles	% du total	
Céréales..	201,787	30,0	31,807	5,0	15,8
Total d'exportation ...	678,240	100,0	635,851	100,0	93,7

L'exportation est tombée à rien et provient, selon toute vraisemblance, des frontières de l'Ukraine, à qui il est plus commode d'exporter en Pologne que d'expédier ses produits dans la région de Léningrad, laquelle, du reste, trouve plus économique d'importer directement des céréales par mer.

Importations (en millions de roubles tchernovetz)

PRODUITS	1926-27		1927-28		Proportions de 1927-1928 avec 1926-27
	1000 roubles	% du total	1000 roubles	% du total	
Produits alimentaires .	30,268	4,9	68,011	8,3	224,7
Total des importations .	623,809	100	820,086	100	169,4

Si on considère, d'autre part, les articles d'importations, on constate que la prédominance a été accordée aux objets destinés à la production : matières premières, à demi-ouvrées, destinées à suppléer à l'industrie lourde russe encore très en retard dans son extension, et des machines pour l'équipement de nouvelles entreprises. Par contre, on constate une diminution des machines agricoles dont le nombre, 20.929 en 1927, passe à 19.947 en 1928 (l'industrie russe en produit-elle maintenant suffisamment pour les besoins du marché ?)

LES NOUVELLES CONCESSIONS

Le système des concessions s'est considérablement élargi, et affecte maintenant tous les postes de l'industrie. C'est ainsi que, dans une liste de concessions proposées récemment jusqu'à concurrence d'un capital à investir de 950 millions de roubles tchervonetz, on trouve d'une part de nombreuses entreprises de construction de machines pour l'industrie et l'agriculture et, d'autre part, des entreprises métallurgiques minières et pétrolières. On y trouve aussi plusieurs centrales électriques, des lignes de chemins de fer à construire. Les postes de l'exploitation forestière et des défrichements des terres vierges sont aussi actifs qu'avant. Des offres alléchantes sont faites aux entrepreneurs et architectes étrangers pour qu'ils viennent élever des immeubles dans les grandes villes. On leur garantit un bénéfice net d'au moins 20 % pour leurs locations. D'autre part, l'Etat expulse des maisons étatiques ou municipales toute personne dont l'impôt sur le revenu dépasse 3.000 roubles par an et, conclut l'auteur d'un article sur ce sujet dans *La Vie Economique des Soviets*, « étant donné le nombre de personnes qui cherchent un logement et qui sont capables de payer de forts loyers, les avantages accordés à la construction de grandes maisons locatives ne peuvent qu'attirer l'attention des capitalistes et techniciens étrangers. » Voici quelques-uns des privilèges accordés aux propriétaires fonciers étrangers : prolongation à 80 ans de la durée du droit de superficie, droit de louer les locaux pour n'importe quel laps de temps et sans limitation du montant des loyers, droit d'exiger au moment de la location un « pas-de-porte », etc... En attendant qu'un jour un gouvernement songe à protéger les locataires contre la propriété foncière ! !

Le Troud fait une large réclame pour amener les capitaux étrangers à s'emparer des services municipaux des eaux, du gaz, de l'électricité, des transports. « Cinquante-et-une villes n'ont pas de tramways, 145 n'ont pas de canalisations », déclare-t-il, etc...

Enfin, parmi tant d'autres, on propose dans *La Vie Economique des Soviets* (n° 82), à l'appétit capitaliste, la future centrale hydroélectrique de 80.000 CV qui doit fournir toute l'énergie à Leningrad et à ses industries; capital, 40 millions de roubles, taux de profit, 15,4 %. Il ne s'agit plus là d'une industrie de complément dans le cadre de l'économie socialiste, mais bien d'un de ces puissants leviers de manœuvre économique dont la doctrine communiste considère la possession comme indispensable à un exercice réel du pouvoir par le prolétariat ! Le gouvernement soviétique pourra faire graver sur le mur de la future

entreprise : Soviets + électrification = communisme (Lénine).

BUREAUCRATIE

ET DICTATURE DU PROLETARIAT

Il s'agit maintenant de s'arrêter pour coordonner les observations faites et mesurer le chemin parcouru.

Au début de la Nep, il n'y avait guère face à face que les classes ouvrière et paysanne. Les luttes de classe, étouffées par le régime de formidable coercition qu'était le communisme de guerre, ont repris toute leur ampleur avec le régime de liberté économique relative instituée par la Nep.

La surpopulation permanente des campagnes, la faim de terres, la technique moyennageuse accélèrent la différenciation des couches paysannes au sein des 22 millions d'exploitations indépendantes. Des millions de paysans dont les propriétés ne peuvent satisfaire les besoins, louent leur force de travail aux couches paysannes les plus riches, plus intelligentes, mieux outillées. Le reste, qui ne trouve plus de place, vient à la ville grossir la masse des chômeurs. L'impossibilité de développer rapidement la technique, l'incapacité de l'industrie à fournir les moyens de production nécessaires, empêchent la croissance d'une économie agricole collective. Le procès de différenciation n'a donc comme résultat que de renforcer les paysans riches, les couches hostiles au prolétariat, à la socialisation de la production et au monopole du commerce extérieur.

Aidé des paysans riches, la Nep a fait renaître dans les villes la bourgeoisie, dont le commerce et la spéculation forment le revenu essentiel. Chaque jour, on nous annonce sa disparition à coups de trompe, chaque jour ce nouveau phénix sort de ses cendres pour imposer sa loi au marché de détail et répandre sa psychologie corruptrice parmi les fonctionnaires des organisations économiques.

Aucune de ces classes n'est parvenue au pouvoir politique. L'Etat leur échappe encore en même temps qu'il s'échappe davantage des mains de la classe ouvrière. Bien qu'étant primitivement l'expression concrète de la dictature de classe du prolétariat, la cristallisation bureaucratique s'est faite sentir de bonne heure. La fraction dirigeante du prolétariat, contrainte de surmonter les contradictions criantes entre les classes ouvrière et paysanne, entre l'industrie nationalisée et les millions d'exploitations individuelles, entre une technique communiste et l'absence inouïe de la culture la plus élémentaire, s'est constamment pliée à une méthode de moindre effort qui consiste à gouver-

ner les hommes pour diriger les choses, à décider tout impérativement sans contrôle ni consentement des larges masses. De même qu'en 1852, une bourgeoisie impuissante se vit forcée de remettre sa destinée entre les mains d'un petite oligarchie, de même le prolétariat russe a, petit à petit, abandonné le pouvoir à une clique de parvenus. La machine d'Etat, l'appareil du Parti et des Syndicats se sont figés, enfermés dans leur coquille la chair vivante du prolétariat. Chaque année, la coquille se fait de plus en plus épaisse; de plus en plus lourde. En 1928, deux cents millions de roubles supplémentaires ont été alloués au budget pour dépenses « d'administration générale » (*Bulletin économique de la Banque d'Etat*). Ordjonikidzé, dans son rapport au Congrès des Syndicats, constatait que 36 % seulement des décisions des autorités supérieures étaient appliquées par les organes administratifs. Sur 331 conflits du travail en deux années, 58,8 % ont été réglés par voie d'arbitrage sans intervention des syndicats (rapport d'Ouglanov); toutes les grèves ont surgi hors de leur contrôle.

Ainsi, à l'« Etat prolétarien à déformation bureaucratique » (Lénine) s'est substitué un Etat bureaucratique à origine prolétarienne. Au 1^{er} janvier 1928, le nombre des fonctionnaires et employés était environ de 2.070.000, sans compter les administrations d'entreprises et techniciens. C'est

là une nouvelle classe dirigeante issue des conditions historiques de la Révolution d'Octobre. Ce n'est pas, comme certains communistes le pensent, une nouvelle bourgeoisie. Ni dans sa formation, ni dans ses rapports avec les autres classes, ni dans le mode d'appropriation et de répartition de la plus-value produite par l'exploitation de la classe ouvrière, il n'y a ressemblance avec les bourgeoisies des autres pays ou de l'ancienne Russie. Elle se différencie des nepmen qui sont les authentiques bourgeois de la Russie soviétique, des koulaks, qui sont des candidats à la bourgeoisie, et s'oppose autant à la classe paysanne qu'à la classe ouvrière. Sa base économique est le capitalisme d'Etat étendu à toutes les branches de l'industrie et au commerce extérieur, c'est-à-dire quelque chose de nouveau dans l'histoire contemporaine. Mais, de par son origine, elle parle au nom du prolétariat, comme la bourgeoisie parle au nom du peuple. A côté de chaque travailleur de l'industrie soviétique, il y a un bureaucrate, qui est au premier comme l'esprit est à la matière. Celui-ci, s'intitulant prolétaire quand les circonstances l'exigent, se substitue à lui pour acclamer la rationalisation, la carte de pain, défendre l'« autocritique » et livrer aux flammes de l'enfer toute opposition, d'où qu'elle vienne.

C'est ainsi que « gouverne » le prolétariat de Russie.
PAUL SIZOFF.

LE PROGRAMME DE L'OPPOSITION RUSSE L'EXIL DE LEON TROTSKY ET LA PRESSE

La presse capitaliste, la presse social-démocrate et la presse communiste officielle s'entendent pour jeter sur les récents événements de la révolution russe un voile de confusion et de mensonges. La grande presse bourgeoise, satisfaite des tendances actuelles vers le rétablissement progressif d'une norme semi-capitaliste, n'explique pas la lutte de l'opposition : elle sait que la droite ramène des conditions acceptables pour le capitalisme et repousse en même temps le gouvernement de Staline et le programme de l'opposition. La presse socialiste estime tout simplement que l'opposition lutte pour la « démocratisation » du régime et reprend ses propres idées. Elle a même l'audace de reprocher à Staline d'abandonner les « conquêtes du prolétariat » ! Les grands bourgeois et les social-démocrates raisonnent en faisant abstraction du phénomène fondamental de la lutte des classes et des facteurs principaux de son développement. Ils bornent leur analyse aux nécessités immédiates de l'économie soviétique. Quant à la presse communiste, en premier lieu *l'Humanité*, elle obéit aux ordres reçus, et se garde de toute appréciation. Il y a longtemps que ses rédacteurs ont cessé de comprendre quelque chose à la situation en U.R.S.S. : leur rôle

consiste simplement à rabâcher quelques formules démagogiques qu'ils sont payés pour faire avaler aux travailleurs français.

Rien d'étonnant à ce que les capitalistes ne comprennent pas la lutte qui se déroule en U. R. S. S., comme dans le monde entier. Ils attendent patiemment leur heure pour montrer à tous les travailleurs que « l'expérience soviétique » n'a pas réussi. Mais un ouvrier éduqué par les idées marxistes sait que la victoire prolétarienne en U.R.S.S. et la lutte des classes qui s'y est poursuivie depuis 1917 sont les résultantes d'un processus continu qui n'est garanti devant aucune éventualité historique. Le développement de la révolution russe n'est pas un problème abstrait où prennent les décisions politiques et économiques de quelques hommes. C'est une lutte continue où le plus fort et le plus habile l'emporte.

Jusqu'à présent, les capitalistes exigeaient le renversement du régime (c'est-à-dire du régime soviétique fondé sur la NEP). Seul le rétablissement d'une démocratie capitaliste paraissait à leurs yeux justifier le retour de la Russie dans le cercle des « nations civilisées ». Mais peu à peu, au fur et à mesure des concessions consenties par l'U.R.S.S. à l'extérieur, du développement

des économies paysannes privées et de toutes les formes encore fragmentaires et mal organisées du nouveau capitalisme, une fraction libérale des capitalistes, commerçants ou hommes de lettres, préconisa l'intervention de plus en plus active dans l'économie russe par toutes les voies autorisées : commerce, concessions, etc... Il est incontestable que cette tendance a gagné du terrain. *Le Temps* du 1^{er} février écrit : « La plupart de ceux qui ont pu observer de près les événements en Russie soviétique au cours de ces derniers mois se montrent pessimistes en ce qui concerne le développement de la situation dans l'U.R.S.S. On a l'impression très nette que les premières semaines du printemps peuvent être décisives pour le régime, tout au moins pour la dictature que M. Staline prétend établir à son seul profit. » Le dernier membre de la phrase est caractéristique : aujourd'hui, pense *Le Temps*, une crise économique aiguë ne renverserait probablement pas le régime, mais seulement la dictature de Staline, du parti communiste. Pour penser cela, il faut avoir de bonnes raisons de croire que le régime lui-même est appuyé sur une base solide et prête à supporter un nouveau développement capitaliste consécutif à une crise. *Le Temps* est pour la conciliation; il ne rêve pas d'une intervention militaire en U.R.S.S. : le programme de la droite lui suffit : « Or, écrit-il, malgré les effroyables difficultés avec lesquelles les Soviets se trouvent aux prises, malgré la crise économique qui menace de tout emporter, malgré la perspective d'une nouvelle famine, M. Staline prétend s'obstiner dans une politique paysanne qui est un défi à tout bon sens, alors que la subsistance du peuple russe entier dépend de la bonne volonté qu'apportent les paysans à développer la production agricole et à livrer les récoltes. » — Dans ces conditions, on comprend que *Le Temps* et les autres journaux capitalistes voient l'exil de Trotsky d'un bon œil; il augurerait de la future expulsion de Staline.

**

Quant aux socialistes, nul ne sait comment ils apprécient la situation en Russie, dans son ensemble. Ils se contentent toujours de leurs revendications « démocratiques », et l'on cherche vainement dans leurs articles le sens de classe dans les développements actuels de la révolution. A eux aussi, tout ce qui marque une faiblesse nouvelle dans le régime soviétique, d'où qu'elle vienne, paraît une promesse de « démocratisation » et de la représentation parlementaire dont ils rêvent toujours. Tantôt ils soutiennent les paysans dans leurs revendications individualistes, tantôt ils prétendent appuyer le programme social de l'opposition. Ils confondent à plaisir démocratie capitaliste et démocratie ouvrière. Ils réclament l'ouverture du commerce libre avec l'étranger et regrettent l'abandon progressif du monopole du commerce extérieur. Dans un pays de 130 millions de paysans arriérés, ils prétendent faire vivre une « démocratie » développée sur le modèle des grandes démocraties capitalistes occidentales, et prétendent sur cette base défendre les libertés ouvrières. Toutes ces indéterminations se reflètent dans les articles du *Populaire*.

Le 20 février, le *Populaire* s'est montré un peu

plus bête, plus ignorant et plus plat que d'ordinaire. On y écrit tranquillement : « Certes, Trotsky et ses partisans conservent encore beaucoup d'idées utopiques et romantiques sur le communisme de guerre. Mais par la force des choses, ils sont obligés de reprendre, dans leur propagande pratique, les mots d'ordre des socialistes russes : le droit de grève, les libertés ouvrières et le vote au bulletin secret sont les premiers pas vers la démocratisation du régime, sans laquelle le bolchevisme aboutira à la contre-révolution fasciste et amènera l'effondrement de la révolution... Trotsky n'en est pas encore à cette conception marxiste de la révolution russe, qui a été celle de Martov, de Dan et de la social-démocratie russe dès le commencement du bolchevisme. Les événements l'obligent néanmoins à accepter déjà les mots d'ordre pratiques du socialisme russe. »

Le Populaire est incapable de comprendre le phénomène de la lutte des classes. Il juge toute politique sous l'angle formel, sans souci de son contenu objectif dans un stade du développement de la révolution. Comment ces gens qui réclamaient un régime parlementaire bourgeois, qui voulaient continuer la guerre impérialiste aux côtés des alliés, comprendraient-ils la nécessité d'une véritable démocratie ouvrière sous le régime des Soviets? Ce n'est pas « les libertés ouvrières » que les socialistes russes réclamaient avant octobre, c'est la liberté pour les capitalistes d'exploiter les ouvriers d'une manière plus savante que ne le faisait le féodalisme tsariste et de trahir la classe ouvrière en compagnie des social-démocrates allemands et autrichiens. Et, aujourd'hui, ils réclament les « libertés ouvrières », toujours du même point de vue. Quant au droit de grève, il a toujours existé en Russie soviétique. L'opposition ne réclame donc pas le droit de grève, mais insiste sur la nécessité de faire aujourd'hui de la grève un instrument de pression sur les autorités économiques et bureaucratiques. La démocratie ouvrière à l'intérieur des organisations des masses travailleuses, parti, syndicals et soviets est une des conditions de la dictature du prolétariat, dictature qui ne doit pas s'exprimer par l'omnipotence de la bureaucratie et de la police. Le contenu des revendications de l'opposition est l'opposé de celles des socialistes. Les socialistes veulent instaurer la démocratie petite-bourgeoise, capitaliste. L'opposition veut préserver les fondements essentiels de la dictature prolétarienne, menacée de ruine par la politique liquidatrice de la droite et le bonapartisme de Staline. C'est pourquoi elle n'a engagé la lutte qu'au fur et à mesure des différenciations de classes, de l'accroissement du pouvoir des paysans rassurés, de la mécanique inintelligente des administrations, du sabotage de l'industrie, jusqu'au moment présent où cette lutte est entrée dans une phase aiguë. Les revendications socialistes sont antérieures à la Révolution d'Octobre, elles tendaient à empêcher la révolution d'Octobre en assurant le maintien de la forme étatique petite-bourgeoise capitaliste, pour le prompt rétablissement du capitalisme libéré des entraves féodales. L'opposition fait appel aux larges couches ouvrières de l'U.R.S.S., ces mêmes masses de travailleurs qui ont repoussé les socialistes incapables en 1917. Les socialistes russes se bornent à collaborer au *Populaire*.

Une interview DE Panait Istrati

Panait Istrati partit en U.R.S.S. à la fin de 1927. Le combat de l'appareil du parti bolchevik contre l'opposition atteignait son point le plus aigu — dans les cadres de la lutte politique. Depuis le début de 1928, le débat a débordé les limites du parti : il est posé devant l'ensemble des masses travailleuses en U.R.S.S. et dans le monde entier.

Istrati comprit rapidement cela. Il Panait exprimé à propos du Congrès des Amis de l'U.R.S.S. qui se tint en novembre à Moscou, dans un article, refusé par l'Humanité, et que nous avons publié dans le n° 16 de Clarté (décembre-janvier 1928).

Cependant, l'Humanité et les organes dirigeants en Russie Soviétique donnèrent le change à ce sujet en s'autorisant de quelques lettres enthousiastes écrites d'U.R.S.S. par Istrati, lettres dans lesquelles il manifestait — sans souci des luttes politiques, — sa foi, à l'état brut, dans la poussée populaire qui avait développé la Révolution d'Octobre. Istrati laissa user de son nom.

Aujourd'hui, Panait Istrati est rentré d'U.R.S.S. Il s'est libéré des fonctionnaires et des escrocs qui voulaient s'en faire un instrument. Istrati ne permet plus que l'on fasse de lui un paravent pour une politique de corruption et de mensonge, celle que mène l'Appel des Soviets et sa poignée d'intellectuels invertébrés, celle que soutient Henri Barbuse, le paillasse du communisme dégénéré.

Nous lisons bientôt un livre dans lequel Istrati a consigné ses réflexions et son expérience d'un an en U.R.S.S. En attendant, Istrati a donné aux Nouvelles Littéraires une interview dans laquelle il note quelques-unes de ses tendances actuelles. Nous en reproduisons ci-dessous quelques fragments significatifs.

— Les dirigeants bolcheviques ne sont pas des fascistes. Ils croient dur comme fer que Trotsky est une contre-révolutionnaire et que son opposition est néfaste à la révolution.

— Mais vous n'êtes pas de l'avis des dirigeants ?

— Non, pas du tout. Trotsky, ou l'opposition, c'est la réserve d'or de la révolution russe. Sans cette réserve, vraiment, je ne sais pas comment il y aurait un progrès révolutionnaire en Russie et dans le monde. Ce serait déjà le piétinement, l'enlisement...

— Est-il vrai que les ouvriers des usines, par de nombreuses résolutions, ont déclaré : « Il n'y a plus de place pour Trotsky et les trotskystes dans l'Union Soviétique. »

— Non, ces résolutions sont postérieures à l'expulsion de Trotsky et elles ne signifient rien. L'organisateur de l'armée rouge fut exilé en Turquie par la volonté de quelques hommes. Cependant, ces hommes n'en sont pas moins des révolutionnaires eux-mêmes. Je puis le dire, je ne

suis pas trotskiste... Je ne suis que l'homme de la rue.

— En somme, la révolution russe se calme... Qu'avez-vous gagné à nous quitter, Istrati ?

— Mon cher Lefèvre, cela se voit que vous n'êtes pas allé en Russie. Ce pays-là est aujourd'hui le seul qui permette tous les espoirs aux vrais révolutionnaires. Ceux-là mêmes qui commettent de graves erreurs en ce moment, n'en contribuent pas moins au renouvellement du monde. C'est la chaudière où bout le meilleur de l'âme humaine de demain. Ne nous érigeons pas en juges, ne regardons pas uniquement du côté négatif.

— Vous êtes bien bon ! Le jour où Trotsky sera tué à Constantinople par l'un des trente mille Wrangéliens qui végètent en Turquie, trouverez-vous que cela sera si négatif que cela pour « le vieux Léon » ?

— Je suis heureux de vous entendre poser cette question. Elle est sur les lèvres de tous ceux qui, en Russie et dans le monde, croient à une vie nouvelle assise sur des bases vraiment révolutionnaires. Quand vous parlez des révolutionnaires qui doivent pouvoir « respirer », vous oubliez que là où toute nouvelle vie commence à germer, la respiration est d'abord très difficile. C'est pourquoi je comprends les violences des mêmes frères bolchevicks qui se prennent au collet, mais le prolétariat doit lutter de toutes ses forces pour éviter à notre soif d'espoir, des catastrophes irréparables. Pour moi, Staline et Trotsky sont tous deux de bons révolutionnaires. Je n'ai vu de vraiment contre-révolutionnaire, en Russie, que ce funeste appareil bureaucratique composé de rongeurs, communistes ou sans-parti, qui grignotent et menacent d'écroulement la belle œuvre sortie de la révolution d'Octobre.

— Si on vous demandait : où vous placez-vous dans la politique communiste ? Que répondriez-vous ?

— Je réponds tout de suite que je me place à côté de l'ouvrier conscient qui a fait la Révolution et qui, dans l'usine, supporte aujourd'hui le fardeau d'une clique de parti et d'une clique syndicale dont le seul but est de parvenir et de dominer. Aussi, je ne connais ni Trotsky, ni Staline, ni Boukharine — c'est-à-dire : la gauche, le centre et la droite — mais simplement les révolutionnaires capables de rendre demain aux Soviets un pouvoir qui n'est plus, depuis longtemps déjà, un pouvoir prolétarien.

Sans quoi, un jour viendra où les mots « communiste » ou « bolchevique » deviendront, aux yeux du prolétariat, plus odieux que celui de « social-démocrate ».

— Et quel sera le titre de votre livre sur la Russie ?

— *Vers l'autre Flamme.*

CE NUMÉRO est envoyé à tous nos abonnés de 1928, qui sont priés de renouveler leur abonnement.

La revue n'est plus distribuée en province par les agences : nous prions nos lecteurs de s'abonner directement.

Quant à la SOUSCRIPTION : elle reste ouverte !

BOLCHEVISME ET SOCIAL - DEMOCRATIE

Le sens des choses et le sens des réalités

Les choses changent et avec elles le contenu des mots qui les désignent. Combien hélas pensent encore avec des mots qui retardent sur les réalités, se laissent piper aux mots lorsque les réalités qui faisaient leur contenu substantiel ne sont plus. Social-démocratie et Bolchevisme sont de ces mots. Méditons sur le parallélisme de leur évolution.

Social-Démocratie, qui, en Allemagne, avant la guerre, désignait l'organisation politique du prolétariat, avait fini par désigner cette organisation en quelque pays que ce fût. Le prestige du mot était le prestige d'un parti fort de son importance numérique et de son rayonnement intellectuel. Etre social-démocrate, avant la guerre, signifiait qu'on était partisan de l'organisation politique du prolétariat et qu'on ne pensait pas que ses organisations économiques ou l'action directe de quelques petites sectes pouvaient seules servir la cause de son émancipation. Mesurons cette chute qui a fait de ce mot dans le cœur des révolutionnaires conscients d'après-guerre, le synonyme de trahison ouverte ou masquée des intérêts révolutionnaires en période de crise révolutionnaire, et en tout temps de collusion constante avec la bourgeoisie régnante de personnalités ou de groupes se réclamant du prolétariat organisé, parlant et agissant en son nom. *Etre social-démocrate, après la guerre, signifie que l'on est partisan de faire servir l'organisation politique du prolétariat à l'obscurcissement de l'idée révolutionnaire, de la conscience de classe chez les prolétaires organisés.* Sans doute serait-il vain et absurde de ne porter son attention que sur les points extrêmes de la cause, de ne pas voir les intermédiaires qui les relient : la social-démocratie ancien style était la nébuleuse non encore résolue qui contenait la social-démocratie nouveau style, mais bien d'autres choses encore dans la diversité de ses tendances et de ses contradictions internes. Dans la pratique ministérialiste de Millerand en France, dans la théorie révisionniste de Bernstein en Allemagne, on voit poindre ce qui s'est explicité de nos jours, mais ce n'était encore qu'une tendance parmi d'autres tendances. La critique anarchiste et syndicaliste dénonçait assez le glissement qui va de la représentation politique du prolétariat à la collusion des représentants politiques du prolétariat avec la bourgeoisie, mais elle grossissait dé-

mesurement ce qui ne devait atteindre que de nos jours ce degré de grossissement. C'est à la faveur de la guerre et de l'après-guerre, de la crise impérialiste et de la crise révolutionnaire, que tout ce qu'il y avait de social-démocrate nouveau style dans l'ancienne social-démocratie devait se révéler.

Il en est de même du mot Bolchevisme. Bolchevisme, qui désignait, avant la guerre, la fraction la plus avancée de la social-démocratie russe, celle qui manifestait sans réserve son intention de porter, au cours d'une révolution russe, au premier plan, les intérêts du prolétariat, de faire la politique du prolétariat et aucune autre politique, est devenu dans l'après-guerre synonyme de mouvement révolutionnaire mondial du prolétariat, d'intransigeance combative, de rejet absolu de toutes les formes de collusion entre la bourgeoisie et le prolétariat en vue de porter le combat de classe à son maximum d'intensité. C'est ainsi qu'internationalement, bolchevisme et social-démocratie en sont venus à s'opposer comme deux tendances irréductibles du mouvement ouvrier : l'une portant au premier plan, l'autre reléguant à l'arrière-plan la lutte de classes, son idée et sa pratique. Mais la réalité qui est sous les mots évolue. Le Bolchevisme de l'après-guerre de 1929 n'est plus le Bolchevisme de l'après-guerre immédiate : Bolchevisme est devenu synonyme, non plus sans doute comme social-démocratie, de collusion des représentants du prolétariat avec la bourgeoisie de leurs états respectifs, mais de main-mise sur le prolétariat révolutionnaire organisé, par un état révolutionnaire sans doute, mais ayant à défendre des intérêts particuliers et non plus universels, des intérêts qui ne sont pas ceux seulement du prolétariat au nom duquel il prétend gouverner, mais des autres classes sur lesquelles il doit s'appuyer.

Etre bolchevik, ce n'est plus seulement être révolutionnaire, et partisan de mener à bout la lutte de classes, mais être partisan de la main-mise de l'Etat Russe sur la direction du mouvement révolutionnaire international. Les intérêts de l'Etat Russe ne coïncidant pas nécessairement avec ceux du prolétariat international ni même toujours avec des intérêts prolétariens russes au sens étroit, prétendre que le nouveau bolchevisme coïncide non seulement dans le mot mais encore dans la chose avec le bolchevisme primitif, devient une équivoque aussi grossière, quoique d'un ordre dif-

férent que celle que des politiciens éhontés commettent sur les deux sens du mot social-démocratie. Dans les deux cas, l'équivoque théorique mène au reniement pratique.

Ici encore comme dans le cas de la social-démocratie, on peut suivre la courbe d'évolution qui mène d'un de ces points extrêmes à l'autre, mais il serait absurde et vain de vouloir les confondre. Les pratiques autoritaires du bolchevisme russe étaient inscrites dans la situation objective du mouvement ouvrier russe : prolétariat isolé dans un pays techniquement arriéré, au milieu d'une vaste paysannerie éparsée; les déviations de l'Etat Russe étaient inscrites dans les conditions mêmes de la prise du pouvoir dans un pays où le rapport des classes est tel que le prolétariat ne forme qu'une faible minorité; la transposition de la politique autoritaire de l'Etat russe au mouvement ouvrier international était inscrite dans les conditions objectives d'une rupture internationale du prolétariat organisé avec la social-démocratie. Mais tandis que les côtés négatifs de la social-démocratie devaient se développer à la faveur de la crise impérialiste et de la crise révolutionnaire, les côtés négatifs du bolchevisme devaient se développer à la faveur de l'accalmie qui fait suite de nos jours à la crise révolutionnaire et à la crise impérialiste. C'est à la faveur de cette accalmie que devait être proclamé le célèbre dogme de la construction possible du socialisme dans un seul pays, qui pour tous ceux qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, signifie la renonciation de l'Etat russe au rôle de serviteur du mouvement révolutionnaire international, la proclamation d'un subordination sans réserve de l'action de la III^e Internationale aux intérêts et aux fins propres de l'Etat russe. C'est pourquoi nous sommes arrivés au moment où l'équivoque n'est plus possible, où l'on ne peut pas plus confondre un bolchevisateur conscient avec un partisan de la lutte de classes révolutionnaire intransigeante qu'un social-démocrate conscient avec un partisan de l'organisation politique du prolétariat en vue de la Révolution. Le temps de jouer sur l'équivoque des mots est fini. Mais combien, faute de conscience et de réflexion suffisante, ne le comprennent pas encore, se laissent entraîner par le poids morts des mots !

Le bolchevisme reproche à la social-démocratie son équivoque et la social-démocratie lui rejette la sienne en plein visage et c'est plus qu'une probabilité de dire que chez les militants de la base de ces deux organisations, on vit de ces oppositions où l'on crache de dégoût sur la face répugnante de son adversaire en oubliant de regarder la sienne propre. La conscience d'un ouvrier social-démocrate est faite de cette répugnance

pour l'équivoque bolcheviste comme la conscience d'un ouvrier bolcheviste est faite de cette répugnance pour l'équivoque social-démocrate. On ne doit pas craindre de dire à l'un et à l'autre en quoi il a raison et en quoi il a tort. Il est certain que la politique social-démocrate est une trahison constante des intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière et les longues diatribes de *l'Humanité* ne sont que trop justifiées, que la social-démocratie, c'est l'asservissement d'un prolétariat organisé politiquement aux intérêts de son ennemi le plus direct, de sa bourgeoisie nationale. Il n'en est pas moins certain que le bolchevisme, c'est l'asservissement de la classe ouvrière révolutionnaire aux intérêts et aux nécessités de l'Etat russe, en tant qu'Etat russe et non seulement en tant qu'état prolétarien, que c'est sous prétexte de direction la pourriture bureaucratique, les pratiques policières d'Etat, dans ce qu'elles ont de plus répugnant, la mort de toute spontanéité révolutionnaire du prolétariat. Les exemples surabondent d'un côté comme de l'autre. Si les socialistes soutiennent la bourgeoisie dans ses entreprises coloniales les plus nauséabondes, la III^e Internationale, par souci mal entendu des intérêts de l'Etat russe, a précipité la classe ouvrière sous le coupe-tête de Chang-Kaï-Sek. Si les socialistes laissent frapper sans mot dire, dans les pays bourgeois, les meilleurs combattants révolutionnaires, les dirigeants de la République des Soviets ne rougissent pas d'envoyer, avec l'approbation de leurs esclaves du Comité exécutif de la III^e Internationale, les meilleurs combattants de l'Octobre rouge à l'exil (Trotsky) ou à la mort (Boutov). Si les socialistes sacrifient au pacifisme bourgeois en entretenant les pires illusions dans la classe ouvrière et au chauvinisme en faisant voter des lois pour la préparation de la guerre, les bolchevistes n'en ont pas moins ravalé la lutte du prolétariat révolutionnaire contre la guerre au niveau d'un chantage de l'Etat russe contre les états bourgeois, en oscillant du chauvinisme délirant et paniquard des dangers de guerre immédiats contre la Russie au pacifisme petit-bourgeois des pactes de sécurité. Si les socialistes, par leur abstention dans les grèves, livrent le prolétariat aux coups du patronat et de la police, les bolchevistes nouveau style laissent emprisonner en Russie les militants ouvriers qui veulent délivrer les syndicats de la tutelle d'un état qui n'est pas seulement l'état de la classe, qui entendent lutter contre l'exploitation parasitaire de la bureaucratie d'Etat. Les arguments du *Populaire* et ceux de *l'Humanité* se valent. C'est là une situation dont doivent sortir à la fois et le lecteur du *Populaire* et celui de *l'Humanité*. Pour en sortir, il faut que chacun d'eux ait le courage de ne plus voir seulement dans les mots d'aujourd'hui la réa-

lité d'hier, mais de voir par delà les mots d'hier la réalité d'aujourd'hui, il faut que chacun d'eux ait le courage de détourner les yeux de la face de son adversaire, où il puise le courage de rester où il est et de regarder la face de son propre parti. Alors l'un et l'autre comprendront que la trahison en face n'excuse pas la trahison ici, que ce sont de vieilles choses pourries qui se livrent un combat sans issue, combat dont il ne faut espérer rien de sain que leur auto-destruction et qu'il faut en sortir. Lorsque, de part et d'autre, on ne sera plus paralysé par la crainte de faire le jeu de l'adversaire et de retomber de Charybde en Scylla, c'est qu'on aura compris que *la situation actuelle n'exige ni une conciliation des tendances, ni une victoire de l'une ou de l'autre tendance, mais un véritable dépassement*, l'invention de quelque chose de neuf et de sain, que le prolétariat qui a créé ces deux tendances qui aujourd'hui l'oppriment, par là même peut s'en affranchir.

Pour le reste, il est vain d'indiquer les recettes qui feront bouillir la marmite de l'avenir. Prévoyons seulement qu'alors, lorsque les partis révolutionnaires auront recouvré leur indépendance, leur autonomie, leur spontanéité et la souplesse d'action, lorsqu'ils auront cessé de tomber sous le coup d'une accusation qui fait d'eux un pôle de répulsion pour une partie de la classe ouvrière, un nouveau renversement de la situation se produira. Comme l'Etat russe était dans l'après-guerre immédiate le serviteur des intérêts de la Révolution mondiale, et comme par un renversement, dont la raison objective est dans la stabilisation du capitalisme, et l'éloignement des perspectives révolutionnaires, il a subordonné au contraire à ses fins propres le mouvement révolutionnaire du prolétariat, un nouveau renversement permettra au prolétariat révolutionnaire du monde désormais libre de ses entraves, d'apporter une aide efficace à l'Etat révolutionnaire, au travers des multiples difficultés qu'il traverse, aide efficace qui lui permettra de durer jusqu'à la crise décisive qui assurera l'avènement du socialisme. C'est seulement à la condition de se libérer des chaînes qu'il fait peser sur lui de ce qu'il a de négatif que le mouvement révolutionnaire international pourra restituer à l'Etat révolutionnaire ce qu'il lui devait de positif. La construction du socialisme dans un seul pays n'est possible que par la libre poussée de la Révolution dans tous les pays. Sortir de telles contradictions et de telles illusions, c'est sortir d'une situation qui les exige.

André ARIAT.

Trotsky à Constantinople

Depuis que la plupart des matériaux qui composent ce numéro ont été écrits, les différentes nouvelles répandues par la presse au sujet de Trotsky ont été confirmées par les faits.

Trotsky est à Constantinople. Il a demandé l'autorisation de se rendre en Allemagne, aucune réponse officielle ne lui a encore été notifiée. Il est nécessaire qu'il puisse se rendre en un lieu où sa sécurité soit assurée, où il ait les facilités nécessaires pour travailler et rétablir tout à fait sa santé.

Nous ne arrêterons pas une seconde aux imbécillités répandues à ce sujet par l'*Humanité* ; que l'on sache une fois pour toutes que ce journal ne contient que mensonges et appels démagogiques. Trotsky a été expulsé du territoire de l'Union soviétique *par la force*, comme il avait été déporté *par la force*. En débarquant à Constantinople il a notifié au gouvernement de Kemal qu'il quittait le territoire soviétique et abordait le territoire turc « par la contrainte ».

Peu après avoir débarqué à Constantinople, Trotsky a estimé nécessaire de faire la clarté sur son sort, de dissiper les légendes, et d'exprimer clairement son avis sur la crise sociale et politique en U.R.S.S. Il l'a fait dans quatre articles. Aucun journal d'opposition n'était capable de les diffuser suffisamment, Trotsky a été obligé de les faire reproduire par la presse bourgeoise. *Il a bien fait*. Nous l'approuvons entièrement. Quand on subit le traitement qu'il subit, qu'on est privé de toute tribune, et qu'on se trouve dans l'obligation historique de parler rapidement et simplement aux masses, on doit user des expédients que la bourgeoisie met aveuglement au service de la cause révolutionnaire ; ainsi, pour une fois, sa presse, en diffusant largement la pensée de Trotsky, aura-t-elle servi la cause du mouvement communiste. Le blocus et la chantage des organes communistes officiels, ni la pusillanimité de certains oppositionnels « orthodoxes » n'y fera rien. Une publication dans la presse bourgeoise peut être, et est dans ce cas, nécessaire. Ce n'est pas un cas de personne, c'est un cas d'espèce. Il faut savoir utiliser les « wagons plombés » de la bourgeoisie.

« *Il est vrai*, écrit Trotsky dans le premier des articles en question, *que j'adopte maintenant une manière d'atteindre l'opinion publique différente de celle dont j'usais auparavant. La raison en est que je suis maintenant dans une situation différente de celle que j'occupais auparavant.* »

A la date du 11 Mars, Trotsky est toujours à Constantinople. Rien n'indique encore qu'il pourra, malgré les efforts conjugués des partis communiste et réactionnaires, se rendre dans un pays d'Europe où il pourrait continuer à travailler. Mais on doit l'espérer.

L'IMPERIALISME
ET LA
DECADENCE
CAPITALISTE
par PRIMUS

1 vol. prix 3 francs.

Librairie du Travail, 17, rue de
Sambre-et-Meuse. Paris.

La crise du Parti Communiste Français

AVANT LE CONGRÈS

On annonçait un Congrès du Parti Communiste français pour le mois de janvier, puis pour février. Maintenant, certains parlent de Pâques, voire de la Trinité. En tout cas, on peut se borner à constater que le précédent Congrès date de juin 1926 et que, depuis cette époque, aucune large discussion n'avait eu lieu dans le parti français, malgré ses crises continues, sa désagrégation persistante, et les réclamations assez nettes de diverses régions.

En fin de compte, la direction du parti a ouvert la discussion le 9 novembre, par une proclamation pessimiste. La direction constatait la « faiblesse organisationnelle du parti », le « courant de désaffection des cellules », « l'échec de certaines manifestations ». Elle en trouvait la racine dans un certain courant « de droite ». Par conséquent, concluait-elle, « la discussion devra dénoncer concrètement ce danger et, cas par cas, envisager les luttes nécessaires et les remèdes à apporter ». Voilà la discussion ramenée à son véritable sens : il s'agit de la mener de telle façon qu'elle constitue une « manœuvre politique », et c'est tout. Le secrétariat et la rédaction de *l'Humanité* se réservent le droit de conduire cette discussion à leur gré. D'ailleurs, le résultat ne s'est pas fait attendre. Le 7 février, c'est-à-dire trois mois après l'ouverture de la discussion, *l'Humanité* écrit : « Voici plus de deux mois que la discussion est ouverte dans le parti. Peut-on dire que dans ce laps de temps on ait progressé sérieusement à la base dans l'éclaircissement des problèmes qui sont posés ? On doit répondre franchement que non. Sans doute, c'est déjà un progrès que notre parti, après bien des années de silence, soit appelé à discuter, que les problèmes politiques antérieurement examinés en vase clos soient soumis à l'étude de l'ensemble du parti, etc... » C'est qu'en effet, malgré les immenses articles publiés au petit bonheur dans la page hebdomadaire de discussion de *l'Humanité*, la « discussion » a rapidement montré que non seulement on ne laissait pas discuter librement les camarades de la base, mais aussi que la base ne pouvait plus, n'était plus en état de discuter à fond : résultat visible de quatre années d'épurations, de mécanisation, d'abrutissement, et de baisse d'effectifs ! L'appauvrissement de la vie politique, l'absence de toute critique communiste réfléchie, l'impossibilité pour une pensée non-conformiste de se constituer et l'atmosphère de répression bureaucratique qui règnent dans les débris du parti journalièrement galvanisés par *l'Humanité*, tout cela se révèle clairement au cours de cette discussion, en dépit de l'effort réel de quelques camarades pour signaler les vraies faiblesses et les vrais dangers. Voix éteintes sous les pesantes réponses-catéchisme de la direction.

CONTRE LA DROITE ?

Quoi qu'il en soit, cette discussion est menée de manière à pulvériser « la droite ». Lorsque, conformément aux décisions du VI^e Congrès de l'I.C., la nouvelle direction du parti français s'est décidée à combattre « la droite » dans ses rangs, chacun s'est demandé : « Va-t-on briser Cachin, Vaillant-Coulurier, Gayman, Berthon, toutes les vieilles loques à tout faire de la Chambre ou du barreau ? Est-ce qu'une véritable gauche se serait formée dans le parti, décidée à examiner de sang-froid la situation ? » Bien sûr que non. Pour un Doriot à droite, il y a aujourd'hui dix Cachin à gauche.

Comment se caractérise cette droite ? Voici (*Humanité* du 30 décembre 1928) : « Grenier estime qu'il n'y a pas, dans le Parti, un travail de droite caractérisé ! S'il veut dire par là qu'il n'y a pas une fraction de droite, qu'il n'y a pas une plateforme officielle d'une tendance de droite dans notre Parti, d'accord. Mais nous pensons, par contre, qu'un certain nombre de points de vue (sur nos rapports avec la social-démocratie, la lutte pour les « libertés ouvrières », sur les dangers de guerre, le front unique, la tactique électorale, neutralité du mouvement syndical, etc...), constituent ce qu'on pourrait appeler le rendez-vous idéologique d'une tendance considérable dans notre parti. Ce n'est pas encore une plateforme politique, mais c'est déjà beaucoup plus qu'une somme d'erreurs accidentelles et qu'une somme de camarades momentanément égarés sur des points divers. » Comprenne qui pourra. Avec un point de vue aussi clair, on peut ranger tout ce qu'on veut dans cette « droite ». C'est du reste ce qui arrive. L'opération consiste simplement à faire du danger de droite un paravent derrière lequel la nouvelle direction peut se livrer tranquillement à sa cuisine et à son remaniement du personnel. La preuve en est que tous les camarades cherchent vainement à concrétiser, d'après leur expérience locale, cette tendance de droite, et qu'ils n'y parviennent pas. Il apparaît clairement aux yeux de tous qu'un changement de personnel politique à la tête de l'appareil bureaucratique du parti ne suffit pas à déterminer un changement réel de cours politique. On peut remplacer Doriot par Thorez, Bernard par Barbé et Cachin par Cachin, sans pour cela adopter une véritable politique de redressement, puisqu'en tout état de cause il s'agit uniquement d'appliquer les directives théoriques du VI^e Congrès de l'I.C. et de trouver pour ce travail l'équipe la plus docile. On crée d'autorité des chefs à cette droite fantôme ; Doriot, qui refuse énergiquement, ou Renaud Jean, qui accepte sans toutefois chercher à déterminer un courant dans le parti. En réalité,

cette droite est le fantôme de toutes les erreurs et malhonnêtetés commises depuis plusieurs années par les directions successives du parti, et que les dirigeants actuels cherchent à exorciser, sans y parvenir, puisqu'elle est le reflet de leur propre attitude.

On qualifie donc « droite » toute critique, quelle qu'elle soit, envers la direction du parti. De cette manière, il n'y a pas moyen de se tromper. Les syndicats unitaires protestent-ils contre la verbosité et l'emprise bureaucratique du parti? Danger de droite! Critique-t-on la tenue de *l'Humanité*? Danger de droite! Critique-t-on le putchisme infantile des manifestations du parti? Danger de droite! Propose-t-on des remèdes contre la désaffection des cellules, le manque de démocratie dans le parti, l'absence de discussion libre? Danger de droite! Veut-on une politique plus nette dans les questions législatives et municipales? Danger de droite! Essaye-t-on de discuter les conditions nouvelles qui peuvent conduire aux conflits internationaux? Danger de droite! — Les camarades qui ont déjà participé à la discussion s'en rendent compte : mis devant le fait acquis par les décisions internationales prises en petit comité, ils n'ont plus que le droit de les approuver bruyamment ou de les commenter, mais non de les critiquer, sinon l'inculpation de « droitisme » est inévitable.

Pour mieux entraver la discussion, la direction s'engage seulement sur quelques thèmes très généraux et abstraits, tels que « dangers de guerre » ou « radicalisation des masses » : il s'agit seulement de savoir si l'on y « croit » ou si l'on n'y « croit pas ». Les camarades, mis en demeure d'ingurgiter des textes énormes, perdent de vue leur expérience propre, et les fruits qu'ils en ont tirés. Un certain nombre se borne à reproduire les arguments clichés qu'ils lisent quotidiennement dans *l'Humanité*. D'autres tentent d'exprimer leur inquiétude : ils sont vite rabroués. Les autres se taisent.

En effet, les choses sont poussées à un tel point qu'on a vu surgir, si l'on peut dire, un nouveau courant, purement négatif : c'est celui qui préconise la « politique du silence ». C'est un fait sans précédent que, dans un parti prétendument révolutionnaire et qui, de l'aveu de la direction, n'a pas discuté « depuis bien des années », la grande masse du parti, une fois que la discussion est ouverte, se réfugie dans le silence. C'est ainsi qu'on mesure le mal fait depuis plusieurs années au parti. Ce silence est fait de plusieurs tendances comme la lumière blanche est composée des différentes couleurs du spectre. D'abord, il y a le sentiment général de l'inutilité de la discussion, puisque la « ligne » est déjà décidée par la direction, qu'à la moindre critique on sera immédiatement catalogué « droitier », et qu'il est décidé à l'avance que la discussion « devra dénoncer concrètement le danger de droite ». Ensuite, il est incontestable que ce silence indique le manque d'éléments politiquement instruits dans le parti; il est le plus clair résultat de la politique d'exclusions, de menaces et de mépris de la base, et concrétise le pourcentage considérable d'éléments qui ont quitté le parti. D'autre part, quelques camarades, par intérêt de clan, préfèrent attendre dans l'ombre que la direction actuelle se soit usée, comme les précédentes, sans lui offrir l'occasion de triompher bruyamment grâce

à sa main-mise sur les fonds, l'appareil et la presse. Cette tendance est visiblement ramassée derrière Doriol et certaines directions de régions, soutenue en sous-main par les éternels orthodoxes Cachin et Cie. Il faut noter aussi que, dans certaines régions où l'activité locale est peu propice aux débats politiques approfondis (état squelettique des organisations, dispersion des efforts, manque de plan de travail), les militants qui restent attachés au parti préfèrent se restreindre aux possibilités de travail sur la base locale (agitation électorale, ou travail syndical), et refusent délibérément d'intervenir sur le plan national, car il ne savent plus par quel bout aborder les problèmes. Car il faut noter enfin cette raison : mis au pied du mur des thèses successives, les militants ne savent plus comment entamer une discussion : ils préfèrent se taire.

Voilà quelques-unes des raisons incontestables qui motivent la politique du silence; il ne suffira pas d'une attaque de tout le bureau politique du parti contre Doriol pour l'éviter et pour rappeler à la vie l'ensemble d'un parti qui s'abîme dans un développement anarchique et étrié, et qui risque, si la poussée de la classe ouvrière n'intervient pas, de ne jamais arriver à maturité. Qu'on consulte les pages de discussion de *l'Humanité* : cet état de choses y transparaît clairement.

En fin de compte, le C. C. des Jeunes s'est appliqué à concrétiser ce courant de droite (cf. *Huma* du 1^{er} janvier 1929). Voici, d'après lui, comment il se caractérise : — négation et sous-estimation des dangers de guerre; — négation de la radicalisation des masses et incompréhension du travail à accomplir pour prendre la direction des luttes ouvrières; — mauvaise politique en face de la répression gouvernementale et patronale; — incompréhension du rôle de la social-démocratie; — incompréhension du rôle politique et économique de la paysannerie; — liquidation de l'existence d'un véritable parti communiste. En un mot, les droitiers ne seraient en accord avec la direction du parti sur aucun des points fondamentaux de sa politique actuelle. C'est dire que n'importe quelle critique, sur quelque point que ce soit, rangera automatiquement son auteur dans la droite. En somme, ces problèmes fondamentaux de la discussion actuelle, ce sont les questions d'organisation et de régime intérieur du parti, les problèmes syndicaux, et en fin de compte l'analyse du capitalisme dans la période actuelle. Sur ces différents points, quelques camarades ont fourni des indications.

L'ORGANISATION DU PARTI.

La discussion a fourni un article sur la question des effectifs et du recrutement du parti (*Humanité* du 17 février 1929). D'après l'auteur de cet article, au moment du Congrès de Lille, le parti comptait 56.000 membres. En 1928, il ne compterait plus que 40 à 45.000 membres inscrits, quoique le recensement effectif ne porte que sur 20.000 membres. Que penser de cette différence d'appréciation? On nous l'explique par le désordre administratif : par exemple « dans la région bordelaise, les chiffres donnés par la région sont supérieurs de 23,36 % à ceux fournis par les cellules, dans la région orléanaise, de 25,43 % ». Il ressort clairement de là que les fonctionnaires des régions imaginent des adh-

rents que les cellules n'ont jamais vus. En fin de compte, on peut admettre qu'il n'y a plus actuellement qu'un noyau réel de 25.000 membres environ (le chiffre fourni, non officiellement, au secrétariat de l'I.C., dans le courant le 1928, était de 28.000) plus quelques milliers de camarades qui ont pris leur carte, sans mener la vie active du parti, sans participer à son travail ni même assister aux peu nombreuses séances de cellules. Le camarade Lari écrit : « *Il y a incontestablement baisse d'effectifs du Parti. Dans leur ensemble, les organismes du Parti ont jusqu'ici examiné cette question trop à la légère et quelquefois avec un manque coupable de loyauté à l'égard du parti.* » Mais rechercher les causes de cette baisse d'effectifs, Lari ne s'en soucie pas. En ce qui concerne la composition sociale du parti, il donne la statistique suivante :

Métaux	11,61 %
Textile	4,30 %
Bâtiment	7,51 %
Produits chimiques..	0,72 %
Cheminots	10,03 %
Transports d.	2,43 %
Bois	3,04 %
Alimentation	1,63 %
Livre-papier	0,68 %
Cuirs et peaux.....	1,64 %
Mineurs	6,41 %
Ports et docks.....	0,48 %
Autres industries	5,40 %
P. T. T.	1,30 %
Eclairage	1,07 %
Ouvriers agricoles....	4,46 %
Manœuvres	3,49 %
Employés comm.	3,84 %
Services publics	1,94 %
Fonctionnaires	1,47 %
Paysans	9,90 %
Artisans	3,05 %
Commerçants	2,16 %
Ménagères	0,88 %
Intellectuels	0,38 %
Total (?).....	89,82 %

Remarquons en passant que cette statistique n'a aucune valeur, puisque le total de ces pourcentages (pourtant poussés jusqu'aux centièmes !) n'atteint que 89,92 % et non 100 %. Les 10,18 % qui manquent seraient-ils les fonctionnaires du parti qui ont oublié de se compter ? Comment utiliser un pourcentage qui comprend des unités et même des fractions d'unités et auquel il manque d'un bloc plus de 10 % ! « Sans un bilan complet et exact du Parti, écrit l'auteur de cette statistique, ... pas de redressement possible. » C'est notre avis, et il nous en fournit lui-même une preuve !

En nous en tenant à cette statistique erronée, on obtiendrait 50 % d'ouvriers de l'industrie privée (métaux, textile, produits chimiques, mines, bâtiment, cuirs et peaux, etc...), 25 % des ouvriers à statuts du personnel ou des petits fonctionnaires, et 25 % de paysans, commerçants, artisans, intellectuels — ce qui, étant donné la composition sociale en France, n'est pas une répartition tout à fait déplorable, quoique le nombre d'ouvriers et de manœuvres de l'industrie privée soit en nombre beaucoup trop faible.

Mais pour apprécier convenablement la capacité réelle du parti, il y a une autre statistique qu'il faudrait nous donner : c'est celle du *degré d'ancienneté* des membres du parti. Un militant communiste ne se forme pas, dans une période d'action politique des masses ralentie, en 3 mois ni en 6 mois; il y faut des années. La vitalité du parti doit être visible dans l'attachement des membres à leur parti, ce qui se traduit par leur ancienneté. Or, on ne nous donne pas cette statistique, parce qu'il est évident qu'elle serait désastreuse. Il y a une expression qui est passée à l'état de leit-motiv dans le parti : « Le parti est une passoire... » C'est-à-dire que des ouvriers révolutionnaires convaincus entrent dans le parti, puis, au bout de peu de temps, un ou deux ans, en sortent. Aupour des 25.000 membres actuels du parti, 50, 75.000 militants, disséminés dans les syndicats, ou retirés de l'action, ont quitté le parti et préfèrent mener la lutte en dehors de l'emprise des bureaucrates. C'est là un fait très grave. Un parti ne peut pas recruter pour perdre aussitôt ses adhérents, sinon aucune éducation n'est plus possible, car, en l'espace de deux ans, la moitié ou les deux tiers du parti ont changé et tout le travail est à recommencer perpétuellement. Il n'y a pas progrès, il y a cercle vicieux. Une couche d'ouvriers poussés dans le mouvement révolutionnaire, « radicalisés », entre dans le parti, pendant qu'une autre le quitte, qui n'a pas perdu pour cela sa combativité. C'est alors que la direction du parti s'étonne de l'état d'esprit avancé des masses qui sont hors du parti, ou en contact avec les syndicats unitaires : et c'est ainsi parce que les ouvriers sont poussés à la lutte, et ils n'ont pas besoin pour cela des vociférations de Vaillant-Couturier, qui entravent leur lutte. Lari cite un cas impressionnant : « ... Nous voulons citer l'exemple de la ville de Valence, qui compte un syndicat unitaire de 200 cheminots, des usines de soie artificielle, de la métallurgie, une importante industrie du bâtiment et qui groupe pour tous membres du parti un expert-comptable, un marchand de gants et un sculpteur sur bois. » Il faut tenir compte du fait que Valence est un « fief » socialiste : aux élections législatives, les candidats communistes réunissaient 1.650 voix exactement, contre 15.000 aux candidats socialistes, et au second tour il n'y avait plus aucune voix communiste, contre 21.000 voix socialistes. Il reste cependant que 1.650 électeurs se sont comptés contre les socialistes, mais qu'il n'y a, dans toute la ville, que trois communistes organisés, ou plus simplement inscrits.

La question du recrutement du parti pose dans toute son ampleur la question des cellules. Il y a, dit la direction du parti, un « courant de désaffection des cellules ». Il faut y regarder de plus près. Il y a d'une part la *situation de fait* qui est la baisse des effectifs proportionnellement plus accentuée dans les cellules d'entreprises que dans les cellules de rues (voir l'article de Lari) et, d'autre part, la *tendance* formulée, par exemple, par Renaud Jean, à se replier momentanément sur une forme moins squelettique et plus résistante que les actuelles cellules d'entreprises. Ce sont deux choses différentes. La *situation de fait* n'est pas niable, quoique les camarades l'expliquent par des raisons différentes. « *Le nombre des militants diminue d'année en année, la base de recrutement se rétrécit, des cellules disparaissent.*

nous sommes sans liaison les uns avec les autres, la propagande se ralentit, ou s'arrête, le parti se plaint du manque de cadres; mais dès qu'un militant arrive à une maturité politique suffisante, il semblerait qu'il lui est interdit de penser par lui-même et que son souci constant doit être de se tenir « dans la ligne »... », écrit la cellule de Thonon à propos de sa région. « Des camarades se sont plaints de la décroissance de nos effectifs et en recherchent les causes : pour certains, ce sont les cellules d'entreprises, pour moi la cause principale et la seule sérieuse, c'est la répression. » (A. DESTERNES, de C. Paysanne du Centre.) A propos de la région du Nord, GRENIER écrit : « Sauf celles d'Halluin (et encore, pas toutes), nos cellules n'eurent qu'une vie en somme artificielle. Lorsque le secrétaire de rayon appointé fut remplacé par un secrétaire bénévole, la passivité commença... » Pour MADRANGE (cellule d'Arpajon), « les cellules sont dans l'impossibilité de fonctionner sérieusement. » M. BLOND (10^e rayon, région parisienne), écrit : « Presque toujours, pour l'ensemble des cellules, leur premier contact [des nouveaux adhérents] les éloigne : désorganisation, aucun ordre du jour, la moitié des camarades absents, discussion oiseuse sur telle ou telle tendance, à laquelle ils ne comprennent rien. Il est donc nécessaire, si nous voulons que notre parti ne soit pas un panier percé, que nous modifiions l'état actuel des cellules. » « Nos cellules ne sont ni d'entreprises, ni de quartier, ni locales. Leur composition n'est pas homogène : différences d'âge, de date d'adhésion, de métier, d'habitation, d'éducation. » (DE RYCKE, Secr. ray. Roubaix-Tourcoing des J. C.). Sans parler de CROZIER (région orléanaise) qui estime « qu'il y a dans la R. P. et la province 15 ou 20.000 membres qui sont affectés dans des cellules de telle façon qu'ils n'ont pas la possibilité de travailler effectivement et de participer à l'élaboration de la politique du parti. Il y a quelques centaines de fausses cellules d'usine qui immobilisent une partie importante de nos forces. »

A ces critiques, la direction répond simplement en invitant les militants à « renforcer » les cellules; elle refuse obstinément de tenir compte de l'expérience. Des camarades de bonne foi, égarés par son verbiage, lui emboîtent le pas et raisonnent ainsi : « Notre influence sur les ouvriers grandit de jour en jour. Pourquoi avons-nous obtenu ce résultat?... Parce que notre agitation a été faite à l'usine même, c'est-à-dire là où seulement on peut trouver les masses. » (F. L., Le Havre). Ce camarade se trompe du tout au tout : les thèses officielles elles-mêmes reconnaissent qu'aucun travail sérieux n'est mené à l'usine, et en réalité c'est une agitation purement électorale et républicaine (amnistie — la paix) qui assure au parti, inexistant comme organisation de cellules d'entreprises, le maintien de ses positions électorales, sur la base locale.

A ces critiques se rattachent les constatations de tous les camarades, faites pour la n^e fois, sur le caractère bureaucratique du lien entre la « base » et le « sommet » du parti, la discipline mécanique, l'absence totale de centralisme démocratique. On s'aperçoit que, dans ce domaine aussi, les membres actuels du parti donnent des signes d'épuisement, et laissent s'installer le régime de l'arbitraire et de la passivité plutôt que de s'user les dents sur un appareil borné et soumis. Ici encore

se marque la tendance des membres du parti à se replier uniquement sur leurs tâches locales.

Quant au problème syndical, il est à peu près complètement passé sous silence. Un ou deux camarades à peine y font allusion, pour regretter le manque d'activité du parti dans les revendications économiques (il vaudrait mieux dire l'activité hystérique). Les thèses en présence oscillent entre les deux constatations suivantes : celle de Madrange : « Le fait que le bureau confédéral unitaire est entré au B. P. du Parti semble prouver la subordination des Syndicats au parti et dessert par conséquent la cause de l'unité prolétarienne. » Et celle de Frachon, qui défend le point de vue officiel : « Il se crée chez certains communistes un courant d'autonomie, de neutralité syndicale des plus dangereux que nous avons pu constater dans les derniers mouvements, et qui montre combien était dangereuse la théorie contenue dans le projet de résolution syndicale pour la conférence de juin. » (Ce projet s'exprimait ainsi : « Les syndicats sont la forme essentielle de l'organisation de toute la classe. Ils doivent être formellement neutres. ») Aucune critique concrète des récents mouvements de grève n'est apportée (en dehors naturellement d'une circulaire officielle de Frachon).

LES RESISTANTS.

Dans l'ensemble, cette discussion ne présente donc qu'un intérêt restreint. Dans la mesure où elle fait état de critiques partielles ou générales justifiées, elle exprime un sentiment de crainte vague et de volonté critique à peine esquissée très général chez les membres du parti, et qui ira forcément en s'amplifiant.

Cet accent correspond à l'inquiétude des militants devant le dépérissement de leurs organisations et le vacillement de leur influence. Les militants signalent sous leur jour réel les aspects de la vie du parti qui leur sont les plus proches et résistent de la façon la plus élémentaire à l'accentuation fatale des erreurs : ils veulent défendre ce qu'on peut maintenir. Ils freinent.

La politique du silence que mène la majorité des membres du parti est comme la doublure de ce courant de résistance. Cette résistance est la première et la moins élaborée des réactions que suscite la crise. C'est la plus facilement accessible au militant isolé. Elle reflète le sentiment de milliers de militants honnêtes, venus au parti pour trouver un entraînement au combat, et qui n'y trouvent que palabres et marchandages. Parmi eux, de très nombreux éléments se ressaisiront peu à peu, par la critique personnelle ou sous la poussée plus profonde d'un mouvement spontané extérieur au parti, et dans la mesure où les véritables groupements d'opposition communistes auront la capacité de les dégager et de les instruire.

DORIOT NE PARLE PAS.

A mi-chemin entre une politique du silence complète et une résistance plus ou moins molle, Doriot s'est installé. La discussion n'a donc pas apporté grande lumière sur sa position. Il considère sans doute le cours actuel du parti comme catastrophique, et fera le nécessaire pour être en mesure de le freiner de l'intérieur. D'après la séance du B. P. du 4 février (*Humanité* du 10 fé-

vrier 1929), on apprend que « le bureau politique considère que le silence du camarade Doriot permet de cristalliser derrière lui un courant de tous ceux qui sont en désaccord avec la ligne politique du parti, en particulier sur la question des dangers de guerre, le redressement des communistes dans le mouvement syndical et la critique des mouvements grévistes, le front unique, le rôle de la social-démocratie et la tactique électorale. » Doriot se borne à répondre qu'il s'expliquera au prochain congrès du parti. Monmousseau revient à la charge le 17 février : « Il est des circonstances où le silence prend de l'éloquence, où il exprime une opinion... Grâce au mot d'ordre de notre camarade Doriot, il se crée une nouvelle tendance. Cette tendance des silencieux attend que le Congrès s'ouvre et que parle son chef; elle entretient la confusion lorsqu'il faut la clarté : elle crée l'hésitation alors qu'il faut agir. » Dans l'Humanité du 23 février, Doriot commence à « reconnaître ses erreurs »; il écrit : « L'une de mes erreurs est d'avoir voulu faire une différence de traitement entre la main droite et la main gauche du même corps social-démocrate. » La provocation de ses collègues du bureau politique contraint Doriot à soulever quelques questions. Mais il reste décidé à ne pas le faire à fond avant le Congrès — espérant peut-être que d'ici là des apaisements seront venus de Moscou ? (1)

Sous l'angle des véritables tendances dans le parti ou dans l'ensemble du prolétariat révolutionnaire, on ne peut accorder aucun crédit à cette tendance des résistants. Leurs divergences avec la direction tiennent à des questions de pure tactique intérieure, d'opportunités diverses; selon les besoins, ils ouvrent les yeux sur tels dangers sur lesquels ils les fermaient complaisamment auparavant. Dans la situation présente, ils reflètent tout au plus un certain besoin chez les membres du parti de s'arrêter dans la voie des erreurs, de tirer les véritables leçons des expériences passées, notamment dans le domaine syndical, mais tout juste dans la même mesure où les vociférations « gauchistes » de la direction actuelle relient la véritable combativité des ouvriers.

RENAUD JEAN PARLE.

Ce n'est pas le moment d'examiner quelles conditions et quels débats Renaud Jean choisit pour donner libre cours à sa critique. Notons seulement qu'il s'est décidé à exprimer ouvertement sa résistance au courant qui emporte actuellement le parti. Au Comité central, en juin, puis en novembre 1928, il a exprimé ses critiques. Voici quelques-unes de ses déclarations, qu'il est bon de retenir :

Sur la tactique électorale : « Je pense que dans ces cas (cas où la tactique assurait la victoire d'un candidat de droite) et comme je le craignais, cette tactique a rejeté en dehors de notre zone d'influence certains éléments du prolétariat et des paysans qui jusqu'à présent avaient suivi le

P. C. Cette rupture déjà sérieuse aux élections d'avril s'est encore aggravée aux élections cantonales. Je regrette que la direction de notre Parti s'obstine à cacher la vérité sur ce point; que par les comptes rendus tronqués et fantaisistes publiés par l'Humanité — cette fantaisie allant parfois jusqu'à mettre à l'actif du Parti l'élection d'un candidat qui ne nous appartenait pas — et par les commentaires qui les ont accompagnés, la direction de notre Parti s'obstine à tromper les militants de la base. »

Sur l'imminence des dangers de guerre : « Je pense également que toute exagération de l'imminence du danger risque d'accroître le scepticisme et l'incompréhension non seulement des masses, mais même des membres du Parti... Or, trop souvent, nous avons écrit et surtout parlé comme si la guerre allait éclater au bout de quelques mois. Aussi suis-je persuadé que, jusqu'à ce jour, l'action de notre parti contre la guerre a abouti à un résultat exactement opposé à celui que nous cherchions. »

Sur l'organisation des cellules : « J'ai simplement demandé que notre parti soit mis en mesure de procéder à un examen sérieux des résultats que la réorganisation a donnés. Je pense que la méthode qui consiste à fermer les yeux sur la diminution constante de nos effectifs, sur l'échec presque total de nos essais de création de cellules dans les grandes entreprises, sur la diminution des effectifs de la C.G.T.U. nous conduit à la catastrophe. »

C'est donc par la voix de Renaud Jean que s'expriment les véritables résistants, mêlant les avertissements sérieux aux critiques à moitié poussées. Si peu poussées que ses critiques ne constituent pas même les éléments d'une véritable ligne politique, mais sont des avertissements de simple bon sens, des appels à la loyauté et à l'honnêteté révolutionnaire. Avant, en effet, d'approuver une tactique, une analyse théorique ou une forme d'organisation, il faut tirer la leçon des expériences au cours desquelles elles ont été déjà appliquées. Or, les résultats des expériences passées sont déplorablement, et la direction préfère fermer les yeux en appelant les militants à se tourner vers l'avenir.

D'ailleurs, l'armature bureaucratique de l'Internationale est actuellement constituée de telle façon qu'aucune critique ne puisse être exercée à quelque-une de ses extrémités sans se répercuter dans tout l'organisme. C'est pourquoi les critiques, comme celle de Renaud Jean, doivent s'arrêter en chemin. Si Renaud Jean avait dû pousser ses critiques à fond, il aurait été amené à s'attaquer à l'Exécutif de l'I.C. et à entamer le procès de toute l'orientation de l'I. C. Et c'est ce qu'il ne pouvait faire, car il approuve les directives du VI^e Congrès, et se déclare d'accord avec lui sur l'analyse de la situation en U.R.S.S.; il ne peut donc s'en tirer que par une courageuse retraite. Il n'y manque pas.

ET DEMAIN ?

Inutile de s'appesantir sur les directives données par la nouvelle clique que le VI^e Congrès a imposé à la direction du parti français. On les trouvera pesamment développées dans les discours de Thorez, Sémard, les résolutions du Comité Central des Jeunesses, etc... Retenons les derniè-

(1) Voir les déclarations de Doriot dans l'Humanité du 24 février 1929 : il s'y déclare d'accord, une fois de plus, avec le VI^e Congrès, mais voudrait que ses collègues du Bureau Politique partagent avec lui les blâmes infligés à la direction par ce Congrès. Il attaque Thorez, Monmousseau, et leur clique.

res en date : déclaration du C. C. du Parti, dans *l'Humanité* du 24 février. Voici ce qu'on y dit :

« *L'analyse particulière de la situation du capitalisme français ne peut que vérifier que la troisième période est une période de stabilisation provisoire, précaire et pourrie du capitalisme et que ses caractéristiques sont : l'imminence de la guerre impérialiste, l'accroissement des luttes de classe, la transformation des partis socialistes en partis ouvriers de la bourgeoisie.* »

Ces phrases ne veulent rien dire. Car l'imminence de la guerre, l'accroissement de la lutte de classes, etc... ont été proclamés bien longtemps avant qu'on fasse cette merveilleuse trouvaille de la « 3^e période ». Ils ne peuvent donc pas être caractéristiques de cette « période ». La guerre est toujours possible dans la période impérialiste, la lutte de classes se développe toujours (et pas toujours favorablement pour le prolétariat : c'est le cas actuellement), ce sont là des vérités élémentaires qui sont vraies pour une période considérable, portant sur des dizaines d'années, de la société capitaliste. C'est donc pur bluff que de présenter cet A B C comme une caractéristique tout à fait spéciale de la période actuelle; quant aux « partis ouvriers bourgeois », c'est encore du bluff; c'est une formule pseudo-savante, pseudo-marxiste, destinée à donner une apparence scientifique à une constatation qui n'est pas neuve et que les ignares dirigeants du parti sont incapables de traduire politiquement. Car cette formule ne peut avoir que deux significations : ou bien on veut dire *parti de composition bourgeoise*, ce qui est une contradiction dans les faits, car le parti socialiste comprend à peu près autant de prolétaires que le parti communiste, et s'il comprenait une grosse majorité de bourgeois et de petits bourgeois, il n'y aurait pas de raison de l'appeler un parti ouvrier bourgeois. Ou bien on veut dire *parti ouvrier qui se laisse entraîner par la bourgeoisie*, donc parti ouvrier et non parti bourgeois; mais cette tendance collaboratrice de la social-démocratie qui est ainsi soulignée n'est pas absolument nouvelle, et on se demande alors pourquoi avoir inventé cette nouvelle formule dont les phraseurs de *l'Humanité* se gargarisent quotidiennement.

Toutes ces inventions cachent le désarroi de tout un appareil qui ne sait plus à quels arguments recourir pour défendre une attitude jugée sévèrement par un nombre croissant de prolétaires. Tous les jours, un plus grand nombre de travailleurs ouvre les yeux; ils se rendent compte que ce ne sont pas les bureaucraties du parti qui dirigent les combats de classe; c'est la lutte des classes elle-même qui batraiera les bureaucraties et brisera leurs remparts dorés; la corruption ni les manœuvres ne peuvent servir une bataille de longue durée.

Quand des militants du parti constatent que la direction et l'appareil « se détachent des masses », cela veut dire que des mouvements de la lutte des classes ont tendance à se développer en dehors des cadres, de la critique, et du contrôle des organes dirigeants du parti. Ce fait est de plus en plus apparent.

Du côté des bureaucraties, nous ne voyons que *lignes justes, tactiques syndicales justes, radicalisation des masses, hégémonie croissante du parti communiste sur le mouvement ouvrier*. Mais ce ne sont que des mythes. Dans la réalité, nous

voyons que le prolétariat lutte péniblement, et d'une manière très désordonnée contre le patronat qui le presse de plus en plus. Cette lutte est troublée par la scission syndicale, l'abondance de travailleurs étrangers et la situation variable de l'industrie dans les différentes régions. Il est incontestable qu'il existe dans le prolétariat, en dehors des pressions et des tromperies des chefs, à la fois un mouvement de conciliation, une tendance de compromis avec le patronat, et un mouvement de protestation, de revendication par les grèves contre les diminutions relatives de salaire. Le prolétariat cherche à peine sa voie pour les offensives de demain. La tactique putchiste de la C.G.T.U., maniée par la direction du parti, n'aboutit qu'à des échecs, à une division encore plus profonde dans le mouvement ouvrier, au discrédit jeté sur le communisme. Le parti communiste perd son influence sur les masses; il se rattrape sur les postes et les fonctions, il s'accroche aux bureaucraties, il développe sa démagogie électorale pour donner le change. Il préfère saboter dix grèves que perdre une municipalité. Dans le parti lui-même, les militants se détachent de l'appareil; ils laissent déferter le flot de thèses absurdes et d'injures. Eux se sentent en contact avec le courant profond de la lutte des classes; ils savent que tôt ou tard ce courant anéantira l'appareil imposé par les stratèges de Moscou.

L'organisation du parti n'a plus aucun caractère propre à la période de combat actuelle. Les cellules d'entreprises n'existent pas en tant que telles; les cellules de rues sont de petites sections. Les unes et les autres se vident progressivement. Le recrutement se tarit. Cette structure empêche tout renouvellement, tout progrès. Elle n'est maintenue telle quelle que parce qu'elle permet aux fonctionnaires de mieux faire exécuter leurs décisions. Et comme ces décisions ne sont pas discutées ni approuvées par la masse à qui l'on demande uniquement de les appliquer, elles vont toujours à l'encontre du but cherché.

Tant que la direction du parti persévérera dans cette pratique — et elle ne peut plus faire autre chose que d'y persévérer — elle s'éloignera de plus en plus de la lutte prolétarienne marxiste. Elle offrira les ouvriers aux coups de la bourgeoisie. Elle ira de crises en crises. Il est certain que, moins l'appareil du parti pourra s'adapter, s'entraîner au rythme de la lutte de classes et entraîner ses développements, plus il subira de crises. C'est sans interruption maintenant que la direction du parti accumule les fautes et les erreurs.

Il faut engager la lutte à fond pour lui arracher les masses travailleuses. Car c'est hors des cadres limités du parti, c'est dans la masse du prolétariat qu'il faut porter le débat, sans attendre. On pourrait sans se tromper reprendre le mot d'ordre cependant purement négatif de Lénine à la dernière ligne de *Que faire?* : LIQUIDER LA TROISIEME PERIODE !

X. X. X.

LA LUTTE DE CLASSES

Abonnement : Un an 35 fr.
Six mois 20 fr.

LACHES ET MENTEURS

A propos de l'élection de Puteaux

Le 27 janvier, les électeurs du canton de Puteaux-Suresnes-Nanterre ont été appelés à choisir un député entre Gautherot, Torrès et Marty. Marty a été élu au second tour.

Après le premier tour de scrutin, Torrès, candidat de la concentration anti-communiste, qui n'avait recueilli qu'un nombre insuffisant de voix, s'était retiré, laissant la lutte se poursuivre entre Gautherot, réactionnaire clérical, et Marty, candidat du parti communiste. Entre les deux tours de scrutin surgit une candidature fantôme, sans aucun doute payée par la réaction, et destinée à arracher des voix révolutionnaires au candidat communiste. Les camarades qui n'habitent pas Puteaux, Suresnes ou Nanterre — et il y en a quelques-uns — l'apprirent par *l'Humanité* du 1^{er} février, dans ces termes, dus à M. Cachin, qui n'a pas osé signer :

« Les trotskystes du groupe « Marx-Lénine », comme eux [les socialistes] en effet, s'emploient à secourir la réaction blanche. Nous n'en sommes pas surpris. Lorsqu'on quitte l'Internationale Communiste, on ne s'arrête pas dans la voie de la trahison. Un Souvarine au service d'un Lajarrige en est un exemple frappant. La candidature trotskyste se produit au moment où nos camarades russes ont à se défendre contre les organisations illégales et contre-révolutionnaires du trotskysme, etc... »

Renseignements pris, il s'agissait de la candidature d'un nommé Henri Goudal, qui reproduisait dans une affiche un ordre du jour voté par un soi-disant « Comité Marx-Lénine », rue de Bretagne, où l'on faisait allusion aux dernières nouvelles venues d'U.R.S.S. au sujet de la répression contre l'opposition. Mais nulle part, dans cette affiche, il n'était question de « trotskysme » ni de notre camarade Souvarine. Si peu que le même jour une affiche du parti communiste répondait à cette candidature Goudal, « ami de Laporte » y était-il dit, sans non plus la moindre allusion aux « trotskystes » ni au Cercle communiste Marx-Lénine (qui existe, lui), ni à Souvarine.

C'est donc en connaissance de cause que M. Cachin écrivait le même jour dans *l'Humanité* les lignes que nous avons reproduites, ignobles calomnies destinées à jeter l'équivoque sur notre activité, à tromper les travailleurs et à servir de diversion au moment où les hommes à tout faire de *l'Humanité* étaient obligés de porter à la connaissance de leurs lecteurs les criminelles mesures prises en U.R.S.S. contre les oppositionnels.

Le même jour, 1^{er} février, un démenti formel a été envoyé à *l'Humanité*, qui s'est bien gardé de le reproduire. En voici le texte :

« L'Humanité du 1^{er} février annonce et dénonce, sous la plume de M. Cachin, qui n'a pas le courage de signer, une soi-disant « candidature trotskyste » à Puteaux. Elle met en cause les prétendus « trotskystes du groupe « Marx-Lénine » (sic) et en particulier notre camarade Souvarine.

« Le « Cercle Communiste Marx et Lénine » dément catégoriquement les assertions de M. Cachin. Ni le Cercle, ni Boris Souvarine ne sont mêlés,

sous quelque forme que ce soit, ni directement ni indirectement, ni de près ni de loin, à l'élection de Puteaux.

« Une fois de plus, l'Humanité a menti. »

Pour le Cercle Communiste Marx et Lénine :

Les secrétaires : F. GÉRARD, MAHOUY.

Le maladroît Semard avoua implicitement le mensonge de Cachin dans *l'Humanité* du lendemain 2 février, dans les lignes suivantes :

« Et, pour couronner ces attaques, socialistes et réactionnaires, la main dans la main avec les trotskystes, foncent contre le communisme et contre l'U.R.S.S. en présentant un candidat fantôme « marin de la Mer Noire », dans le seul but de faire échouer la candidature de Marty. »

En effet, il est dit clairement que le candidat fantôme est présenté par les « socialistes et réactionnaires »...

Mais un mensonge, une calomnie de plus ou de moins, cela ne pèse pas lourd à la Rédaction de *l'Humanité*; il y a des ordres, il n'y a qu'à mériter sa place en obéissant.

On ne sait plus alors comment qualifier le passage suivant qu'on pouvait lire dans *l'Humanité* du 10 février, sous la plume de Maizières, dans un article relatif à l'élection de Puteaux :

« Des camarades se sont émus de la parution d'un article dans l'Humanité, au lendemain de la candidature Goudal sur les trotskystes. Cet article a posé toute l'évolution des groupes trotskystes des différentes sections de l'Internationale... Et puis, qui a désavoué la candidature officielle du cercle « Marx-Lénine » ?

Maizières nous apprend ainsi que des camarades un peu moins cyniques que les rédacteurs de *l'Humanité* ont réagi devant les ignominies de M. Cachin, devant les allégations volontairement mensongères de ce pantin. Félicitons-nous-en. Mais mesurons les ravages exercés par une presse sans frein, où les pires usages de la presse bourgeoise servent à cacher une atmosphère putride de décomposition, et où l'on peut écrire : ... *qui a désavoué la candidature officielle du Cercle Marx-Lénine ?* huit jours après que le Cercle Communiste Marx et Lénine (qui n'a rien de commun avec le « Comité Marx-Lénine », organisation fantôme créée sur le papier par un candidat aux ordres de la réaction) a démenti les assertions de *l'Humanité* !

C'est donc clair : *Le Cercle Communiste Marx et Lénine* n'a pas présenté le moindre candidat à Puteaux.

Un candidat de diversion s'est emparé à dessein d'une dénomination semblable pour créer la confusion.

l'Humanité savait que cette candidature était sans rapport avec le véritable *Cercle Communiste Marx et Lénine* et les oppositionnels. *l'Humanité* n'en a pas moins menti sciemment.

Le Cercle Communiste Marx et Lénine a immédiatement démenti « officiellement » *l'Humanité*.

Mais croyez-vous que la rédaction de *l'Humanité* s'en soit tenue là ? Pas du tout ! En effet, dans le

numéro du 23 février de ce journal, on pouvait lire une grotesque « résolution » du C.C. du P.C.F. « contre le trotskysme », qui disait : « La petite poignée d'aventuriers et de petits bourgeois qui se réclament du trotskysme en France font alliance ouverte avec la bourgeoisie contre le communisme (élection de Puteaux), etc... ». Ceci, vingt-trois jours après notre démenti ! (1).

**
*

Mais c'est incontestablement l'Humanité du 3 Mars qui décroche la palme.

Passablement dégoûtés par la campagne dénagogique du parti à Puteaux, les membres du bureau de Rayon de Puteaux, ont voté un rapport, publié dans l'Humanité du 3 mars, qui s'exprime ainsi : « Nous considérons comme une maladresse (!) de la direction, l'article paru dans l'Humanité dénonçant l'opposition trotskyste, ALORS QUE PERSONNE N'IGNORAIT QUE LA CANDIDATURE GONDAL ETAIT L'ŒUVRE DU REAC-

(1) Il faut noter en outre que le groupe Contre le Courant avait placardé à Puteaux une affiche dénonçant la candidature Gondal comme une candidature de paille des réactionnaires. Cela faisait une raison de plus pour la direction du parti de ne pas mentir publiquement sur le rôle de cette candidature.

TIONNAIRE GAUTHEROT et que d'autre part les tracts et affiches sortaient de la même imprimerie, c'est-à-dire du Redressement français.

« En conséquence NOUS CROYONS QU'IL N'ETAIT PAS NECESSAIRE D'EMPLOYER UN FAUX pour montrer l'évolution d'une opposition que nous jugeons au travers de toute sa politique. »

Noir sur blanc ces camarades accusent la direction du parti d'avoir fait un faux piteux, une « maladresse » comme ils le qualifient. Mais est-ce que cette dénonciation publique des camarades de Puteaux va gêner la direction ? Nullement. Le Bureau Politique d'agrefins répond froidement ceci, qu'elle corse d'un mensonge répété pour la troisième fois : « Contrairement aux camarades du rayon, le C.C. a estimé que l'article rédigé sur décision du secrétariat contre la présentation du candidat trotskyste était absolument juste et indispensable. Ici encore, outre que le moindre démenti n'a jamais été formulé alors par les éléments trotskystes (!!!) l'erreur est de ne voir qu'une petite manœuvre dans ce qui est le symptôme frappant de la transformation, à l'échelle internationale, des groupements trotskystes en formations extrêmes du bloc anti-soviétique, etc... »

Nous le répétons, on ne peut rien faire pour amender une bureaucratie pourrie qui use de ces procédés : il faudra la BRISER. C'est la condition fondamentale d'une rénovation du communisme.

LA VIE DE LA REVUE

Notre précédent numéro est parti au début du mois de novembre 1928, et celui-ci ne voit le jour qu'au début de mars 1929. C'est une durée de quatre mois durant lesquels nos amis ont pu se demander ce qui nous était arrivé. Notre annonce parue dans le précédent numéro pouvait leur faire comprendre ce que nous tentions : Notre revue, telle qu'elle paraissait, était un peu trop massive de contenu et d'un prix trop élevé; nous ne pouvions pas augmenter suffisamment son tirage. Il nous a semblé que le moment était venu de mettre à la disposition des révolutionnaires conscients un organe moins coûteux, plus suivi, et mieux capable de les renseigner sur tous les événements qui intéressent le présent et l'avenir du communisme. C'est ce qui devrait se réaliser sous la forme d'un journal hebdomadaire ou bi-mensuel. Un tel journal devient une nécessité de plus en plus pressante, et nous le réaliserons. Mais les difficultés trop nombreuses, au point de vue des ressources matérielles et de la rédaction, nous ont empêché de le faire paraître dès le début de cette année. Nous ne pouvons cependant prolonger exagérément le temps de silence, d'autant moins que ces derniers mois ont été fournis en événements de première importance pour nous, et c'est pourquoi nous publions et publierons encore autant de numéros de LA LUTTE DE CLASSES qu'il le faudra en attendant que nous puissions faire paraître le journal nécessaire.

Enfin, nous ne pouvions frustrer nos camarades qui ont payé leur année d'abonnement, et nous leur donnerons la matière promise.

Nos ressources continuent à être insuffisantes. Il faut que les camarades nous aident un peu mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Notre souscription reste ouverte : que chacun fasse un léger effort et nous pourrions faire paraître les numéros nécessaires.

Un certain nombre de camarades nous ont demandé pourquoi la Lutte de Classes continuait à paraître, risquant ainsi de faire double emploi avec d'autres publications communistes oppositionnelles. Nous avons déjà répondu de différents côtés, mais nous pouvons saisir aujourd'hui l'occasion de revenir sur ce point. Ce ne sera perdu pour personne.

En dehors des publications officielles de l'Internationale Communiste qui toutes, sans exception, expriment un point de vue défini, ou même rédigé, à Moscou (l'Internationale Communiste, Cahiers du Bolchevisme, l'Humanité, etc...), un certain nombre de publications de faible rayonnement ont vu le jour, à des étapes différentes de la crise de notre Internationale. La plupart de nos camarades confondent volontiers ces publications, en les réunissant sous la dénomination d'« oppositionnelles », et s'étonnent de les voir poursuivre séparément leur chemin. Et ils cèdent à l'explication facile qui consiste à ne voir partout où il y a division que querelles de groupes, voire de personnes. C'est ainsi que grand nombre de camarades ne voient de différences entre le Bulletin Communiste, la Lutte de Classes ou Contre le Courant que celles qui peuvent exister entre leurs principaux rédacteurs. C'est

là une manière tout à fait superficielle de juger l'état actuel du mouvement communiste hors du parti officiel, et qui ne permettra jamais d'expliquer sérieusement l'état dans lequel se trouve ce mouvement.

Un premier indice permet de comprendre l'état actuel de dispersion du mouvement d'opposition : c'est ce qu'on pourrait appeler la succession *chronologique* dans la formation des groupes d'opposition. Ainsi la publication, hors du parti, de la *Révolution prolétarienne*, du *Bulletin Communiste*, de la *Lutte de Classes* ou de *Contre le Courant* a débuté à des dates différentes, par suite de dispositions différentes, pour des buts différents, avec des rédacteurs appartenant à des tendances qui, dans le parti, étaient souvent déjà différenciées.

Un second indice serait de lire un peu plus attentivement ces revues. On verrait facilement qu'il ne suffit pas de juger pareillement la vénalité des dirigeants actuels du parti, ou leur incapacité à s'en tenir fermement à une ligne politique propre, quelle qu'elle fût, pour envisager de la même façon les causes de cette déchéance, et les moyens pour le mouvement communiste de s'en dégager. Il ne suffit pas de se couvrir du nom de Trotsky en 1929 pour être en disposition de rénover le mouvement communiste : l'exemple d'un Treint, qui, après avoir dénoncé et injurié l'opposition russe en 1924, se fait en 1928 son suiveur incompréhensif, est révélateur à ce sujet.

Enfin, un troisième indice, plus net et plus grave que les autres, est celui-ci : Différentes tendances peuvent sembler d'accord sur l'appréciation de la crise russe, mais analysent la *crise française* de la manière la plus opposée. Cela se voit peu parce que les camarades ne se sont pas sérieusement attachés aux problèmes du mouvement français et qu'ils ont toujours attendu les développements du mouvement oppositionnel en U.R.S.S. pour fixer leur attitude — par adaptation ou par répulsion, voire par indifférence. C'est ainsi que tous les problèmes cardinaux pour l'avenir du communisme en France ne sont aujourd'hui même pas posés. Aucune analyse sérieuse de la situation économique en France et dans l'Europe centrale n'est ébauchée par ceux qui, par ailleurs, ne s'occupent que de doser le pourcentage de Koulaks, le nombre de concessions ou le prix du blé en U.R.S.S. C'est un défaut — auquel nous-même avons été sujet — qui vient de l'attraction encore considérable exercée sur le mouvement révolutionnaire par le développement de l'U.R.S.S. — grâce à l'emprise de l'appareil de l'Internationale Communiste. Chacune des tendances de l'opposition a donc suivi en haletant les péripéties de la lutte en U.R.S.S. sans se préoccuper suffisamment de rassembler et de constituer en France la base nécessaire pour les luttes futures. Et cependant, dans les courtes ou superficielles études publiées à ce sujet, le lecteur attentif aurait pu déceler dans chaque tendance des appréciations très disparates sur le mouvement français.

Aujourd'hui, il n'est donc pas possible de partager les différentes tendances en fonction de leurs idées propres exprimées. Nous verrons encore bien des défections, des échanges et des changements dans le mouvement communiste oppositionnel. La question syndicale, la question nationale, le problème du centralisme, de l'orga-

nisation du parti, le programme du parti, l'évolution de la social-démocratie, c'est à peine si toutes ces questions se posent à nouveau dans les esprits maintenant que se répand l'opinion qu'elles sont traitées par l'*Internationale Communiste* d'une manière profondément erronée et visiblement contraire aux nécessités du mouvement révolutionnaire prolétarien.

En tout cas, nous pouvons considérer l'attitude de chaque fraction en regard de la politique internationale telle qu'elle se reflète encore dans l'I.C.

Il y a un courant plus apparent que les autres, qui caractérise en général par sa tendance «gauchiste» et semble actuellement en voie de décroissance : c'est celui dont le sens est imprimé par les camarades qui se réclament directement de l'opposition russe. En France, il est représenté par *Contre le Courant*, ainsi que par la fraction de gauche italiennée («bordigistes») qui publie le journal *Prométeo*, entourés de quelques éléments dispersés et plus ou moins proches de Treint. Ce courant, disons-nous, réunissant à la fois des camarades appartenant à l'ancienne droite du parti français, à la gauche italienne, ainsi qu'aux cadres au fond nullement repentants ni sincères, de la bolchevisation, est directement polarisée par l'opposition russe. Ceci nécessite une brève explication : ni notre camarade Trotsky, ni les autres oppositionnels russes au courant du mouvement communiste occidental n'ont été, depuis fort longtemps, à même d'étudier sérieusement les problèmes qui découlent de la dégénérescence de l'I. C. en France ou en Allemagne. Leur exil, leur séparation, leur éloignement des sources de renseignement leur rendait momentanément cette tâche impossible. En outre, la persécution policière rendait toute liaison internationale, tout échange d'idées pratiquement impossible. Une grande partie de ce travail de coordination, de confrontation, et pour tout dire, de direction était donc laissé à des camarades souvent chancelants dans leurs appréciations, peu au fait des situations nationales et mal outillés pour s'orienter dans une situation très tendue et sérieusement embrouillée. On sait qu'un certain nombre de nos camarades, tels Trotsky, Radek, Préobrajensky, par exemple, actuellement réunis dans la difficulté, peuvent avoir des appréciations différentes sur les questions européennes. Il s'ensuit qu'on ne saurait parler d'une politique ferme et cohérente de l'opposition, internationalement. C'est donc tout à fait par un abus de langage, et par une habitude héritée des partis officiels, que tant de camarades ont tendance à se considérer comme des «sections» de l'opposition internationale. Il est incontestable qu'en 1928 le groupe de Treint et de *Contre le Courant* ont commis cet abus de langage. Ils considéraient chaque document publié par l'opposition russe comme une charte qui les engageait. Ils suivaient dans toutes leurs variations ces documents.

Nous ne cherchons pas ici à déterminer les nuances qui ont différencié l'action de chacun de ces groupes. Nous savons que la gauche italienne (*Prométeo*) se rattache dans le passé à la plateforme de la gauche éditée en 1925, plateforme très différente de celle que défendait la droite du parti français à la même époque. Nous savons aussi que cette droite française avait été l'ennemie déclarée de la direction bolchevisatrice Treint-Girault. Il n'en est pas moins vrai que,

depuis que la lutte est devenue aiguë et définitive entre l'appareil du parti bolchevik et l'opposition russe, ces tendances se sont rapprochées dans le désir de seconder l'opposition russe sur le terrain même où celle-ci combattait. C'est ainsi que ces camarades se sont interdits de rechercher le nœud de la crise de l'I.C. antérieurement aux erreurs commises en 1923-24. Ils combattent pour la direction du parti communiste tel qu'il est actuellement, pour la « défense de l'U.R.S.S. » au sens où le parti la réclame, etc... (1)

Un autre courant, confondant lui aussi des éléments encore disparates, cherche à dépasser à la fois l'opposition du « centrisme de gauche » officiel de l'I. C. et le gauchisme de l'Opposition russe. Qu'on ne voie pas là une orientation tactique bien définie. Mais le fait est qu'un nombre croissant de camarades éprouvent le besoin de chercher les racines de la crise communiste antérieurement au cours « opportuniste » de 1924-25, et de trouver une solution à cette crise au delà des solutions proposées jusqu'à présent par l'Opposition russe. Pour qui étudie les faits, c'est la réalité elle-même qui exige ce dépassement. Dans l'état présent du mouvement, il faut se borner à constater que ce sont à la fois des éléments considérés comme droitières et comme ultra-gauchistes qui participent à ce courant. Il est incontestable qu'en France le *Bulletin Communiste* a constamment défendu le droit pour les communistes de suivre la crise russe sans s'identifier à l'Opposition, dont il a souligné les erreurs, tout en défendant la majorité de son programme. Certains camarades, appartenant à différentes tendances ultra-gauches (comme par exemple les rédacteurs du *Réveil Communiste*, ne s'identifiant pas non plus à l'Opposition russe — pour autant, répétons-le, que celle-ci est momentanément unie et représentée par une organisation officielle — voient dans la constitution même de l'Internationale, alliant des points de vue sectaires et « russes » à la pratique des mouvements de masses réformistes, le vice qui devait, sous l'empire des événements et des hommes, la décomposer et la ruiner. Nous ne pensons pas qu'une attitude aussi radicale, et aussi théorique, puisse suffire à délimiter une crise dont la complexité est extrême, et qu'il faut arriver à dénouer dans la réalité.

En tout cas, *La Lutte de Classes* a manifesté clairement sa volonté de ne pas s'inféoder à une bureaucratie, de revenir au marxisme et non au

(1) Ils en viennent à se placer exactement sur le même terrain que le parti. Ainsi le groupe Contre le Courant, a posé une affiche lors de l'élection de Puteaux, dans laquelle on lisait : « l'opposition communiste affirme à nouveau sa solidarité avec le Parti communiste ». Même dans la lutte électorale, les véritables communistes ne doivent plus être solidaires du parti des déportés et des corrupteurs. On doit laisser aux ouvriers leur libre choix en les engageant, pour voter en faveur du candidat communiste, à réclamer de lui une action contre les méthodes et la politique actuelle du Parti; mais on ne peut en aucun cas être solidaire de la politique d'ensemble du parti, qui n'est pas un parti révolutionnaire. Sans quoi, on tombe dans un opportunisme oppositionnel, subissant simplement les contre-coups de la politique de l'I.C., et qui ne vaut pas mieux que l'opportunisme majoritaire du parti.

« léninisme », qui n'existe pas en tant qu'ensemble théorique, et en fin de compte de déplacer l'axe du mouvement révolutionnaire vers l'occident, le prolétariat russe et ses organisations ayant épuisé pour un certains temps leurs possibilités d'offensive (1).

Indiquons que nous-même comprenons la nécessité actuelle de dépasser les solutions proposées par nos camarades de l'Opposition russe. L'heure est venue de cristalliser de véritables noyaux communistes en dehors des considérations tactiques qui dirigent actuellement l'I. C. et qui trouvent encore trop de crédit dans les rangs de l'opposition. Nous voulons étudier, critiquer et confronter les solutions proposées par l'opposition russe; ce nous est le plus sûr garant de préparer un terrain solide sur lequel les communistes puissent se tenir sans se contenter d'approuver des « directives ». Nul doute que, demain, nous nous rencontrions sur ce terrain avec des camarades dont nous n'adoptons pas aujourd'hui tous les mots d'ordre.

Nous nous bornons aujourd'hui à ces quelques éclaircissements. Mais c'est dans l'ensemble de nos articles, des points de vue que nous avons concrètement défendus, et dont aujourd'hui nous n'avons rien à rabattre, qu'il faut rechercher l'expression manifeste et la nécessité de *La Lutte de Classes*.

(1) Nous n'envisageons ici que les groupements qui se réclament spécifiquement du communisme, et c'est la raison pour laquelle nous ne parlons pas de la Révolution Proletarienne. La Révolution Proletarienne, qui combat pour l'unité syndicale, et oppose au poison léniniste une attitude ouvrière saine et une documentation honnête, se tient en fait sur une plateforme qui la rapproche singulièrement du syndicalisme d'avant guerre. Elle se désigne elle-même : « syndicaliste-communiste ». Les récents articles de Louzon tendent même au travaillisme.

..... LES REVUER

SUR L'ANGLETERRE :

Une Epoque du mouvement ouvrier, par Rothstein
(Ed. Sociales Internationales).

Lettres sur l'Angleterre, par Marr
(Ed. Costes)

Deux livres viennent de paraître sur l'histoire de l'Angleterre au XIX^e siècle : « Une époque du mouvement ouvrier anglais », de ROTHSTEIN, et les « Lettres sur l'Angleterre » de KARL MARX, rassemblées par les soins de Riazanov et traduites par Molitor. La conjonction de ces deux œuvres ne peut que réjouir ceux qui, nombreux, pensent ne connaître jamais assez les événements tumultueux qui contribuèrent à l'élaboration du socialisme scientifique. Dans l'ouvrage de Rothstein, l'histoire ne se voit qu'à travers les luttes du prolétariat britannique; dans les lettres de Marx écrites au jour le jour pour les lecteurs américains de la *New-York Tribune*, nous assistons surtout aux compétitions politiques des classes dirigeantes sur qui s'étend l'ombre de la nécessité capitaliste.

Dans aucun autre pays au cours du XIX^e siècle, on ne constate une pression aussi évidente des forces productives sur les luttes politiques. Nulle part, le développement capitaliste ne fut aussi rapide et brutal. En 1820, l'expropriation sanginaire des paysans continuait encore en Écosse comme au XVII^e siècle; déjà, en 1832, le prolétariat se dressait sur la scène historique comme une force indépendante, d'une part des classes dont il était issu, fermiers, travailleurs agricoles, artisans, d'autre part de la bourgeoisie industrielle dont il avait été le piédestal économique et politique. La bourgeoisie anglaise, dans sa lutte pour le pouvoir, ne sentait pas le besoin de cacher son visage derrière les masques de la tragédie antique. Sa charte n'était pas les « droits de l'homme », mais le libre-échange; son cri de guerre n'était pas : « Liberté, Égalité, Fraternité », mais « acheter à bas prix, vendre cher ». Aussi, la réforme électorale de 1832 lui ayant permis de mettre un pied dans le gouvernement, son premier soin avait été de fermer les écluses de la démocratie en excluant des droits politiques les masses ouvrières qui, jusque-là, lui avaient emboîté le pas dans l'espoir de recueillir les miettes du banquet. Sa seconde préoccupation fut de baisser les salaires par l'augmentation de l'armée des vagabonds. Les secours de chômage distribués gratuitement, par les paroisses, aux sans-travail, furent supprimés. On imagina pour les chômeurs ces bagnes nommés Work's houses, où devait s'achever le martyre des esclaves salariés. Martyre croissant, et sans cesse renouvelé, car, de même que la fonte des neiges allume les torrents, la paupérisation des fermiers et artisans avait enflé la foule des ouvriers à un point tel qu'en 1835 elle constituait déjà la majorité de la population. Ceci explique les tendances du mouvement politique de la classe ouvrière, mouvement connu sous le nom de chartisme. Le chartisme repoussait toute amélioration sociale venant des classes dirigeantes, comme mesure instable et hypocrite. Il réclamait le suffrage universel, un régime démocratique, nécessaire pour asseoir solidement toute réforme ultérieure. En apparence, pareille revendication semble empreinte soit d'un vulgaire esprit bourgeois républicain étranger à toute conscience prolétarienne, soit d'une naïveté idéaliste déconcertante. Il semble qu'elle soit une anticipation des revendications petites-bourgeoises de 1848, dont l'effet le plus certain fut de semer dans les rangs ouvriers la misère et la mort. En apparence seulement. Une telle critique qui paraît d'abord pourchasser les illusions politiques du prolétariat dans ses replis les plus cachés n'est elle-même que le fruit d'une illusion formelle. Rien n'est plus changeant et plus difficile à préciser que le contenu du mot démocratie. Malgré tout, on peut dire qu'il n'y a rien de commun malgré une structure politique de forme semblable, entre la démocratie demandée par le prolétariat anglais en 1840, la démocratie réalisée en France en 1848 et la démocratie anglaise moderne, pour ne prendre que ces trois cas. Une revendication politique isolée des rapports réels de classes et du degré de la lutte n'a aucune signification propre; elle se transforme en son contraire, comme un examen des trois exemples cités plus haut le démontre.

Le prolétariat anglais avait subi des bouleversements tels que, dans l'histoire, aucune classe

n'en avait jusqu'alors connu. La Révolution industrielle ne lui apportait qu'une oppression sans précédent. On peut juger de son sentiment sur la bourgeoisie à la veille du bill électoral de 1832 qui donna le pouvoir aux capitalistes par cette lettre d'un ouvrier, publié dans le *Poor Man's Guardian*, journal des chartistes (cité par Rohlslein) « ... Je vous en adjure, préparez vos cerueils, si vous en avez les moyens. Vous serez affamés par milliers si ce bill est accepté; on vous jettera, comme des chiens, tout nus, sur le fumier ou sur la route. » Ces phrases, qui, ne comportent aucune rhétorique, montrent l'intensité de la haine que les déclassés de toutes catégories vouaient à la bourgeoisie. Cette haine se fonda et éleva à un niveau supérieur la conscience révolutionnaire du prolétariat pour trouver finalement son expression dans le chartisme. Les libertés démocratiques, dans des circonstances semblables d'exacerbation de la lutte, n'étaient autres que la dernière plateforme que plus rien ne sépare de cette autre plateforme qu'est la prise du pouvoir par le prolétariat. La puissance chartiste s'accroissait de la faiblesse de l'Etat anglais, de la dispersion des organes administratifs, mais surtout de la lutte acharnée que bourgeois libre-échangistes et propriétaires fonciers protectionnistes se faisaient sur les marchés du pouvoir. Le fait que nombre de propriétaires fonciers, mécontents de la désertion des campagnes, de la pratique libérale économique des Whigs, voyaient avec sympathie le mouvement de la classe ouvrière montre clairement que celle-ci pouvait profiter de divisions chez les classes possédantes. On ne peut douter non plus que la prise du pouvoir politique n'aurait été le prélude à la Révolution menée par tous les moyens. Mais c'est ici qu'apparaît l'impuissance fondamentale du chartisme. Il n'avait pas de plan révolutionnant la société. Ses buts économiques étaient encore empruntés aux désirs rétrogrades des artisans et cultivateurs : le partage des terres, l'égalisation des propriétés. D'avance, il justifiait ainsi sa faillite historique.

D'autre part, la formule de la conquête de la démocratie, l'« établissement du prolétariat en classe régnante », comme écrivait Marx plus tard, dans le *Manifeste*, si elle était entièrement justifiée par les besoins de la classe ouvrière, permettait aussi aux petits bourgeois appauvris, aux artisans de Birmingham, d'adhérer au chartisme, ce qui fut pour lui une cause fondamentale d'échec (1838), prouvant ainsi qu'aucune alliance active n'est en définitive historiquement possible entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, malgré parfois l'apparence de similitude des revendications. Débarrassé des éléments petits-bourgeois, le chartisme perdit en étendue ce qu'il venait de gagner en profondeur. Sa seconde défaite avait été suivie de l'abrogation des lois sur les blés, qui inauguraient la politique mondiale de l'Angleterre industrielle. Sa troisième et ultime défaite, ce fut celle du prolétariat européen, en 1848. Le mouvement dégagé des utopies réactionnaires du début par O'Brien, le théoricien, précurseur du Marxisme, avait été finalement porté à son plus haut point de conscience communiste grâce aux efforts de Harney, le fondateur de la première société internationale des travailleurs (1846) et surtout du grand, de l'intrépide Ernest Jones. Ecrivain, collaborateur de Marx dans le

People's Paper, sa vie militante s'écoula dans les prisons de droit commun de la noble reine Victoria. Marx, dans une de ses lettres, nous reproduit un discours de Jones durant la campagne électorale de 1854, discours extraordinaire par sa passion et sa rigueur scientifique.

En France, le prolétariat avait obtenu le suffrage universel, donnant ainsi au monde le spectacle déprimant de sa faiblesse physique. Avant la révolution de Février, seule une aristocratie financière l'opprimait. Juin avait montré qu'il s'était donné un maître incomparablement plus fort, issu du suffrage universel : la bourgeoisie industrielle et la masse énorme et conservatrice des paysans. Ces facteurs ne furent pas sans influencer sur le but même que s'était proposé le chartisme, bien que les conditions d'une réforme politique en Angleterre eussent produit, encore à cette époque, des résultats tout à fait opposés à ceux obtenus en France. Par contre, ce n'est pas dans une défaite passagère du mouvement ouvrier qu'il suffit de chercher la cause profonde de la disparition du chartisme, mais dans un bouleversement durable de l'évolution économique de la Grande-Bretagne. Le triomphe du libre-échange, la crise européenne, ont livré le monde aux marchandises britanniques et, pour la première fois depuis trente années, les salaires remontent. La classe ouvrière se jette dans les expériences purement économiques, trade-unions, coopérative; la loi électorale de 1867 lui accordant le droit de suffrage, va sceller devant l'histoire la preuve du néant politique où elle se vautre chaque jour davantage. La conscience révolutionnaire se réfugie pour des dizaines d'années dans de petits cercles d'intellectuels et d'ouvriers, où se lisonnent les restes refroidis du grand parti chartiste. Jusqu'à la guerre mondiale, ni le comité chartiste de Jones, ni la fédération social-démocrate de Hyndmann, ni même l'Independent Labour Party, malgré son socialisme d'opéramique, ne pourra avoir une influence sensible sur la classe ouvrière. Rothstein nous cite d'intéressantes statistiques sur les salaires, les prix de détail, les conflits du travail depuis 1860 jusqu'en 1914. On y voit le néant de la politique trade-unioniste, incapable par son action propre de faire monter les salaires; le rôle prédominant des tribunaux de conciliation, enlevant à la classe ouvrière toute initiative. Le secret de son bien-être relatif se trouve dans la baisse des prix mondiaux; phénomène indépendant des luttes ouvrières pour le salaire et qui explique en grande partie sa passivité. Les réformes progressistes et libérales de la bourgeoisie détachent toutes les couches qualifiées de la masse amorphe et inorganisée, pendant que, véritables haches à double tranchant, elles aggravent les conditions de travail des manœuvres, des femmes et des enfants, en répandant partout le « sweating system », le paiement aux pièces pour les bas travaux. Durant cette époque, la disparition totale de l'esprit de classe le plus élémentaire, l'inexistence politique la plus complète, l'inutilité de toute propagande socialiste, frappent l'esprit et l'amènent à la croyance que le prolétariat anglais a épuisé dans la période chartiste tout le sang que l'oppression bourgeoise lui avait infusé. Mais il suffit de la hausse des prix mondiaux (1906), de la vague protectionniste, de la perte de la suprématie sur le marché mondial, pour que la classe ouvrière

anglaise sorte de son sommeil et s'impose, parfois même en dehors des Trade-Unions, par d'immenses grèves. La guerre, bien qu'ayant d'abord arrêté cette radicalisation des masses, l'a en dernière analyse encore accentuée. L'Angleterre éliminée petit à petit de ses débouchés par son concurrent américain, ne peut plus rétablir sa puissance d'autrefois. Le ver de la surproduction dévore son organisme et amènera infailliblement la classe bourgeoise à l'ultime règlement des comptes.

N. B. — Je signale aux lecteurs plusieurs chapitres du livre de Rothstein où il nous expose les efforts des premières organisations internationales des travailleurs avant la fondation de la I^{re} Internationale. Les « démocrates frères » (1846) et le Comité international des travailleurs (1854) fondés par les chartistes et des émigrés de tous les pays à Londres menèrent une existence végétative. Rongées par les dissidences intérieures, par les naïvetés idéologiques importées de la Révolution de Février 1848, elles moururent d'anémie vers 1860, sans avoir pu créer un mouvement sérieux.

Paul SIZOFF.

Bibliothèque de la Lutte de Classes N° 4

Vers le Capitalisme

OU

Vers le Socialisme ?

PAR

LEON TROTSKY

AVEC UNE INTRODUCTION
ET UNE PREFACE

1 vol. pet. in-8° : 3 fr. 50

En vente à la Librairie du Travail
17, rue de Sambre-et-Meuse

LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE :
Tolstoï, par STEFAN ZWEIG (Ed. Adinger). — *La réforme agraire en Europe*, par ARTHUR WALTERS (L'Eglantine, Bruxelles). — *Le Marrisme a-t-il fait faillite?* par E. VANDERVELDE (L'Eglantine, Bruxelles). — *Sept essais sur la réalité péruvienne*, par J. MARIATEGUI (Ed. Amauta, Lima). — *Le mouvement ouvrier en 1919*, par MARTINEZ DE LA TORRE (Ed. Amauta, Lima). — *Tempête dans les Andes*, par LUIS VALGARCEL (Ed. Amauta, Lima). — *Une époque du mouvement ouvrier anglais (Chartisme et Trade-Unionisme)*, par A. ROTHSTEIN (Ed. Sociales Internationales). — *Henri de Man et la crise doctrinale du Socialisme*, par A. PHILIP (Ed. Gamber). — *Matérialisme dialectique et Empirio-Criticisme*, par LENINE (Ed. Sociales Internationales). — *Œuvres Politiques (Palmerston : Lettres sur l'Angleterre)*, 2 vol., par KARL MARX (Ed. Costes).



Le Gérant : Pierre NAVILLE

Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves